

page 197 lectures

PRE

GOVERNANCE DE L'INTERNET

THE GLOBAL WAR FOR INTERNET GOVERNANCE

Laura DeNardis

New Haven, CT, Yale University Press, 2014, 296 pages

INTERNET GOVERNANCE AND THE GLOBAL SOUTH.

DEMAND FOR A NEW FRAMEWORK

Abu Bhuiyan

Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2014, 240 pages

THE EVOLUTION OF GLOBAL INTERNET GOVERNANCE.

PRINCIPLES AND POLICIES IN THE MAKING

Sous la direction de Roxana Radu, Jean-Marie Chenou
et Rolf H. Weber

Berlin et Zürich, Springer et Schulthess, 2014, 198 pages

Politique étrangère s'est déjà fait l'écho de plusieurs ouvrages offrant un cadre d'analyse à l'insertion de l'internet dans les débats sur sa gouvernance mondiale et son implication pour la théorie des relations internationales¹. Conceptualiser cette gouvernance est aujourd'hui devenu un véritable défi, tant il apparaît évident que l'internet s'est mué en un enjeu de politique étrangère. Pour les spécialistes des relations internationales, ces défis sont de plusieurs natures. D'abord, un coût d'entrée particulièrement élevé, lié autant à la technicité du sujet internet qu'à l'interdisciplinarité de la gouvernance du réseau, qui mêle économie institutionnelle, science politique et relations internationales, sciences de l'information et de la communication, sociologie et droit². Si l'on ajoute le nécessaire effort de compréhension des processus globaux de prise de décision, tout cela contraint l'expertise en relations internationales à élargir la « trousse à outils » conceptuelle bien au-delà de l'analyse traditionnelle des rapports interétatiques³.

La littérature scientifique, riche mais majoritairement nord-américaine, a jusqu'à récemment privilégié une approche largement focalisée sur la technique – aujourd'hui très insuffisante –, au détriment des facteurs culturels, économiques, diplomatiques, etc. qui travaillent pourtant la gouvernance de l'internet⁴. Corollaire de ce travers, la recherche académique et les débats sur le sujet ont eu

1. E. Brousseau, C. Méadel, M. Marzouki (dir.), *Governance, Regulations and Powers on the Internet*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013 ; N. Choucri, *Cyberpolitics in International Relations*, Cambridge, MA, MIT Press, 2013 (*Politique étrangère*, vol. 78, n° 2, été 2013). M.L. Mueller, *Networks and States: The Global Politics of Internet Governance*, Cambridge, MA, MIT Press, 2010 (*Politique étrangère*, vol. 76, n° 4, hiver 2011).

2. M. Van Eeten et M. Mueller, « Where Is the Governance in Internet Governance? », *New Media & Society*, vol. 15, n° 5, août 2013.

3. S. Braman, Introduction à *The Emergent Global Information Policy Regime*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2004.

4. E.J. Wilson III, « What is Internet Governance and Where Does it Come From? », *International Public Policy*, vol. 25, n° 1, 2005.

tendance à « cloisonner » dans leurs expertises réciproques les spécialistes de relations internationales et les experts de l'internet, qu'ils viennent des sciences de la communication, de l'informatique, etc. Or après les révélations d'Edward Snowden, décloisonner ces deux mondes est devenu d'autant plus nécessaire, pour les raisons déjà énoncées : l'internet ne peut plus être dissocié des multiples contextes régionaux et nationaux où il évolue.

Bien des incompréhensions et des polémiques sont nées de l'incertitude autour du rôle et de la place des États dans la gouvernance de l'internet – incertitude qui a elle-même conduit à une polarisation de la recherche. Certains ne voient dans le numérique qu'un champ supplémentaire de relations internationales structurées par les États. Cette approche considère que la souveraineté numérique n'est qu'un avatar de la souveraineté et, à ce titre, mérite d'être discutée dans des enceintes internationales et disputée, le cas échéant, entre puissances. Les tenants de cette approche prennent souvent à revers le consensus selon lequel la globalisation et l'internet affaiblissent le pouvoir régulateur des États en matière économique⁵. D'autres à l'inverse avancent que le numérique transforme radicalement la nature du système international, l'internet étant d'abord une technologie qui s'est diffusée dans toutes les composantes des corps sociaux à une vitesse inédite. Pour ces derniers, la première école exagère l'influence des États dans la gouvernance de l'internet, allant même parfois jusqu'à nier l'existence d'une *gouvernance* de l'internet⁶.

Parmi les travaux récents, au confluent des champs de recherche précités, ces trois ouvrages présentent l'intérêt de « réparer » certains griefs – deux des *opus* sont signés d'auteurs européens et asiatiques –, tout autant qu'ils prennent leurs distances vis-à-vis d'une approche déterministe de la technologie.

L'ouvrage de Laura DeNardis, universitaire américaine et experte de la gouvernance de l'internet, replace son propos – le titre du livre est on ne peut plus clair – dans le contexte d'enjeux globaux de puissance, qui ne sont pas nés de l'affaire Snowden mais reflètent plutôt une forte asymétrie entre l'irrésistible essor de l'internet dans les pays émergents et le maintien des systèmes de coordination en Occident. Si l'ouvrage permet de revisiter, en les mettant à jour, les débats sur le modèle « multiparties prenantes », il livre surtout une analyse minutieuse d'une gouvernance où les acteurs « non humains » – fournisseurs de contenus et de services, ressources critiques, points d'échange internet (*internet exchange points*, IXP) – jouent leur rôle au même titre que les institutions politiques, nationales et supranationales, ou les organisations de la société civile. DeNardis explore la manière dont la gouvernance de l'internet est façonnée par une kyrielle d'infrastructures, de systèmes, de flux de données et d'architectures techniques qui – pour invisibles mais néanmoins cruciales qu'elles soient – sous-tendent et portent le réseau. Ce cadre conceptuel repose sur une série d'arguments solidement développés. Premièrement, l'illusion que constitue la séparation entre gouvernance *technique* et gouvernance *politique* : pour l'auteur, l'architecture technique de l'internet est intrinsèquement politique. Deuxièmement, les pouvoirs

5. Pour un exemple emblématique de cette approche : D. Drezner, « The Global Governance of the Internet: Bringing the State Back In », *Political Science Quarterly*, vol. 119, n° 3, automne 2004, p. 477-489.

6. M. Van Eeten et M. Mueller, art. cité.

traditionnels savent mobiliser de façon exponentielle les espaces de négociation pour répondre à leurs propres objectifs (sécuritaires). Troisièmement, la gouvernance de l'internet est de plus en plus privatisée – notamment du fait des actions des grands acteurs privés et d'entités non gouvernementales, dans des domaines aussi divers que la vie privée, le contrôle des flux financiers en ligne, la censure ou l'application des droits d'auteur. Enfin, il serait erroné de négliger le lien entre les « internets locaux » et la stabilité de l'internet global : ils s'influencent mutuellement. Au final, si l'auteur évite une lecture institutionnelle des tensions à l'œuvre dans la gouvernance de l'internet, c'est au prix d'une grande technicité dans les arguments, rendant l'ouvrage peu accessible sans avoir acquitté un certain « coût d'entrée ».

D'une tout autre veine est l'ouvrage d'Abu Bhuiyan, qui se concentre sur les revendications des pays du Sud en matière de gouvernance de l'internet. L'auteur, professeur à l'université de Dacca (Bangladesh), expose une vision pour le moins critique de la gouvernance multiparties prenantes, plaidant pour sa multilatéralisation. Son argumentaire rejoint, schématiquement, les positions affichées par les pays émergents et en voie de développement, et par une partie non négligeable de l'expertise de ces pays : les négociations relatives à l'internet opposeraient d'un côté les États-Unis, appuyés par les puissants acteurs des hautes technologies de la Silicon Valley, et de l'autre ces pays émergents dont « bien peu ont su se dégager des politiques néolibérales » mises en place par Washington. Or, pour l'auteur, si l'internet est plus le symbole d'une « OCDE-isation » du monde que l'icône de la globalisation, le temps est venu pour les non-Occidentaux de faire valoir leurs positions. Avançant une lecture parfois « mouffienne »⁷ de la démocratie, son propos appelle en creux à plus de conflictualité dans les enceintes internationales chargées de la gouvernance du réseau. Bhuiyan consacre d'amples développements à la genèse de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), relevant que les forces du marché ont occupé une place centrale dans les préoccupations américaines, et concluant sur l'échec de l'organisation à agréger suffisamment de légitimité. Le principal mérite de l'ouvrage est d'apporter un regard non occidental sur des problématiques clés aux yeux des émergents : fracture numérique, multilinguisme – qui questionne la domination de l'anglais sur l'internet –, propriété intellectuelle, cybersécurité... L'ensemble pêche toutefois par un excès d'idéologie, qui finit par affaiblir le message de l'auteur.

The Evolution of Global Internet Governance adopte une perspective plus large sur l'« ère de turbulences » que traverse, selon les auteurs, la gouvernance du réseau. L'ouvrage, qui réunit les contributions d'une dizaine de chercheurs et de praticiens, se veut une cartographie des débats post-Dubaï (Conférence mondiale des télécommunications internationales, décembre 2012) : là se situe peut-être sa faiblesse majeure, car il est paru dans les jours qui ont suivi la déclaration de Montevideo (octobre 2013), donc bien avant l'annonce du gouvernement américain selon laquelle il allait globaliser les fonctions d'Internet Assigned Numbers Authority (IANA), et la tenue de la conférence NETmundial au Brésil. Il sera toutefois fort utile aux personnes désireuses d'appréhender finement les dynamiques

7. En référence à la philosophe politique belge Chantal Mouffe qui, à travers son concept de « démocratie agonistique », avance l'indissociabilité entre démocratie et conflictualité.

institutionnelles qui ont conduit à l'émergence et à l'évolution d'une gouvernance mondiale multiparties prenantes de l'internet. Les chapitres les plus intéressants abordent le relatif échec de ce modèle de gouvernance, en termes de participation, de légitimité et de redevabilité. Le risque de ce modèle est qu'il fournisse le support théorique d'une gouvernance perpétuant des pratiques contraires à l'élaboration du bien commun. Actant la dispersion de la prise de décision vers de nombreuses enceintes et acteurs internationaux, l'analyse rejoint celle que propose Jens Mertens sur le « boom des partenariats multiparties prenantes » dans les relations internationales⁸, lequel serait le signe d'une crise de la diplomatie intergouvernementale qui atteint trop souvent ses limites au niveau global.

Julien Nocetti
Chercheur à l'Ifri

8. J. Mertens, « Multistakeholder Partnerships. Future Models of Multilateralism ? », Friedrich-Ebert Stiftung, Berlin, *Occasional Paper*, n° 29, janvier 2007.

LE SYNDROME PAKISTANAIS

Christophe Jaffrelot

Paris, Fayard, 2013, 658 pages

Comme l'ouvrage collectif qu'il avait dirigé en 2000 (*Le Pakistan*, Fayard), il faut saluer *Le Syndrome pakistanais* de Christophe Jaffrelot, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique et ancien directeur du Centre d'études et de recherches internationales de Sciences Po, l'un de nos meilleurs spécialistes de l'Asie du Sud : ce livre d'un très grand intérêt sera à son tour un ouvrage de référence.

L'auteur nous donne les clés dont nous avons besoin pour bien comprendre le Pakistan d'aujourd'hui : un pays de 180 millions d'habitants, le sixième État le plus peuplé du monde, le deuxième du monde musulman. Son livre nous ramène aux fondamentaux : genèse et séquelles de la partition entre l'Inde et le Pakistan, ambiguïtés de ses fondateurs, question centrale de l'identité pakistanaise, rôle politique des militaires, place de l'islam sous ses diverses formes, impact du conflit afghan, expansion du terrorisme.

La création d'un État du sous-continent indien séparé pour les musulmans n'était pas l'objectif des premiers dirigeants politiques musulmans de l'empire des Indes à la fin du XIX^e siècle. Syed Ahmed Khan, fondateur du collège d'Aligarh (1877), puis la Ligue musulmane (créée en 1906) revendiquaient une représentation politique paritaire pour les musulmans et pour les hindous, bien supérieurs en nombre. Au principe « un homme une voix », ils opposaient la thèse de l'égalité entre les deux communautés. C'est l'échec des négociations sur ce point central, entre la Ligue musulmane de Muhammad Ali Jinnah et le parti du Congrès du Mahatma Gandhi et de Jawaharlal Nehru, qui a conduit Jinnah à revendiquer un État séparé pour les musulmans.

Décidée par un gouvernement britannique qui ne voyait pas comment sortir autrement de l'impasse, la partition de 1947 a été bâclée et sanglante. Elle a créé un fossé durable de méfiance entre l'Inde et le Pakistan. Celui-ci s'est convaincu que celle-là souhaitait son échec. « Son objectif, a dit un jour le maréchal Ayoub Khan, est de nous tuer dans l'œuf. » L'obsession de la menace indienne est, depuis le premier jour, le déterminant fondamental de la politique étrangère et de sécurité du Pakistan, et le prisme à travers lequel il juge celle des autres. Cette posture explique tout à la fois la priorité budgétaire constamment donnée à la défense par les gouvernements civils autant que par les régimes militaires, le choix de l'arme nucléaire dont le Pakistan est le seul État musulman à être doté, l'alliance avec les États-Unis lorsque l'Inde était soutenue par l'Union soviétique et, aujourd'hui, le partenariat privilégié avec la Chine.

La hantise d'être pris en tenaille entre une Inde hostile et un Afghanistan pro-indien explique la politique afghane du Pakistan depuis la partition. La confrontation avec l'Inde a toujours été utilisée par les dirigeants pakistanais à des fins de politique intérieure. Elle aide à souder l'opinion publique pour lui faire oublier le médiocre bilan des politiques économiques et sociales. Jamais

résolue, la question du Cachemire, à l'origine de trois guerres, est un obstacle considérable à tout rapprochement réel entre Islamabad et New Delhi.

Si, pour Jinnah et les pères fondateurs, l'existence même du Pakistan était en danger à cause de l'Inde, son unité était menacée aussi par les forces centrifuges de ses provinces périphériques : Pakistan oriental, Baloutchistan, zones frontalières avec l'Afghanistan. D'où le choix d'un État fort et centralisé, très tôt dominé par les élites mohajirs venues du Nord de l'Inde, puis par celles du Pendjab. Celles-ci ne surent ni mesurer le sentiment national bengali, ni lui apporter la bonne réponse politique, et le firent payer à leur pays par le démembrement traumatisant de 1971. Pendant très longtemps, les gouvernements de Karachi, puis d'Islamabad, n'eurent pas d'autre politique à l'égard des mouvements séparatistes baloutches que la répression la plus brutale. Un pas positif vers une plus grande décentralisation a été accompli avec la réforme constitutionnelle de 2010.

Depuis 1947, le Pakistan a connu trois constitutions, et les régimes militaires (Muhammad Ayoub Khan, Muhammad Yahya Khan, Muhammad Zia ul-Haq, Pervez Musharraf) ont alterné avec les gouvernements civils environ tous les dix ans. Il a fallu attendre 2013 pour qu'une législature aille à son terme sans être interrompue par un coup d'État, et qu'un gouvernement civil en remplace un autre à l'issue de nouvelles élections.

L'auteur montre bien comment l'absence de tradition politique continue, et la faiblesse des partis, permirent à l'armée de prendre facilement le pouvoir à quatre reprises, avec un bilan peu glorieux lorsque les chefs militaires voulurent faire la guerre à l'Inde (1965, 1971, 1999), et manifester des velléités de réformes économiques (Ayoub Khan, Musharraf). Pendant longtemps, les civils ont eu, eux aussi, la tentation d'un pouvoir fort (Jinnah, Zulfikar Ali Bhutto, Benazir Bhutto). En principe plus réceptifs aux attentes des électeurs, ils n'ont pas su réduire les inégalités régionales. L'incapacité de tous les régimes à bâtir un véritable système éducatif public est un des plus graves échecs du Pakistan, et aujourd'hui un des plus lourds de conséquences. Autre carence majeure, à laquelle l'auteur consacre un développement très documenté : ni les civils, ni les militaires n'ont cherché à inventer pour Karachi un mode de gouvernement normal et efficace, alors que cette métropole de 20 millions d'habitants, l'une des plus dangereuses du monde, vit dans le chaos et la violence quotidienne des affrontements ethniques.

Quand l'armée pakistanaise n'exerce pas le pouvoir, elle le contrôle étroitement. Elle a de puissants intérêts économiques à travers ses fondations, qui rejoignent ceux des grandes familles politiques, et expliquent la timidité des réformes agraire et fiscale. L'armée et ses services de renseignement (Inter-Services Intelligence, ISI) pilotent la politique à l'égard de l'Inde, de l'Afghanistan, et tout ce qui concerne le nucléaire : sur ces sujets, les civils n'ont jamais eu la moindre marge de manœuvre et, sur le dernier, le moindre droit de regard. Chez les hauts responsables militaires, la tentation d'être acteurs de la politique intérieure est toujours présente, et il est arrivé qu'ils y soient conviés par les responsables politiques eux-mêmes.

De réels contre-pouvoirs existent cependant. La Cour suprême joue depuis des années un rôle politique, qui fut déterminant à plusieurs reprises. En 2008, la

mobilisation coordonnée de son président, des avocats et des médias, a réussi à faire tomber le régime de Musharraf et à restaurer la démocratie.

La troisième partie du livre analyse la place de l'islam, qui s'est construit bien davantage contre l'Inde plutôt qu'autour d'une définition claire des rapports avec l'État. Jinnah entendait créer un État musulman, mais multiculturel et respectueux des minorités hindoue et chrétienne. Cependant les mouvements issus de l'école de Deoband, plaidant pour un État islamiste excluant les non-musulmans et potentiellement sans frontières, ont été, dès l'origine du Pakistan, très actifs dans le débat politique. Ils ont créé des partis qui n'ont certes jamais réussi à obtenir de résultats électoraux significatifs, mais qui ont toujours été très influents. Même Zulfikar Ali Bhutto, qui se réclamait du socialisme et se prétendait laïc, dut leur faire des concessions.

La politique d'islamisation à outrance de Zia ul-Haq a laissé une trace profonde, pas seulement dans l'armée : elle a durablement marqué la société pakistanaise. Tous les gouvernements ont dû compter avec la popularité des mouvements islamistes, qui ont su pallier les carences de l'État en développant leurs réseaux de bienfaisance et leurs écoles coraniques. La loi sur le blasphème n'a jamais été amendée – deux responsables politiques de premier plan ont été assassinés en 2011 pour l'avoir dénoncée –, les ahmadis sont persécutés et n'ont pas le droit de se dire musulmans, la minorité chrétienne est déclassée, la plupart des hindous sont partis.

C'est la conjonction entre fondamentalisme, sectarisme et djihadisme qui rend la situation au Pakistan si inflammable et inquiétante. Les affrontements dits « sectaires » opposent des mouvements terroristes sunnites à la minorité chiite, victime d'assassinats ciblés. Ils ont pris un tour aigu avec la révolution iranienne de l'ayatollah Khomeiny, mais ils n'ont jamais cessé et frappent aujourd'hui autant le Pendjab – qui compte à lui seul la moitié de la population pakistanaise –, que le Baloutchistan et Karachi.

Les connivences entre responsables pakistanais et djihadistes remontent aux années 1970. Zulfikar Ali Bhutto avait décidé de former et d'armer des islamistes afghans pour contrecarrer le nationalisme pachtoune du régime de Kaboul. Ce fut ensuite le soutien aux moudjahidines afghans contre l'occupation soviétique, avec une aide américaine et saoudienne, et l'accueil dans les zones tribales d'islamistes venus du monde entier, parmi lesquels Oussama Ben Laden. Avec Benazir Bhutto, le Pakistan fut un des trois pays à reconnaître diplomatiquement le régime des talibans.

Après le 11 septembre 2001, les mouvements terroristes qui avaient trouvé refuge en Afghanistan furent redirigés par l'ISI vers un autre djihad, au Cachemire. Les mouvements talibans afghans et Al-Qaïda se replièrent sur le Pakistan, à partir duquel étaient organisées les actions contre les forces de la coalition internationale. Par un effet boomerang, la région frontalière des zones tribales vit se développer un mouvement taliban pakistanais, le Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP), dont les « mollahs combattants » prirent pour cibles les autorités locales pachtounes traditionnelles, puis, après l'assaut contre la Mosquée rouge à Islamabad en 2007

décidé par Musharraf, les repères et les symboles de l'État pakistanais. Récemment encore, de nouveaux attentats spectaculaires ont été perpétrés par le TTP contre l'armée, en raison de son alliance stratégique avec les États-Unis dans la guerre en Afghanistan.

L'auteur résume en conclusion les trois contradictions qui définissent le syndrome pakistanais : entre projet d'État unitaire et fortes identités ethniques et régionales ; entre culture autoritaire et forces démocratiques ; entre conceptions concurrentes de l'islam. Après tant d'années perdues, le pays réussira-t-il enfin à dépasser ce syndrome pour s'engager sur le chemin de la stabilité et du développement ? Les partenaires du Pakistan veulent le croire. Ils ont en tout cas besoin d'être rassurés.

Daniel Jouanneau

NOUVELLES TECHNOLOGIES

RESEARCH HANDBOOK ON GOVERNANCE OF THE INTERNET

Sous la direction de Ian Brown
Cheltenham, Edward Elgar, 2013,
500 pages

Cet ouvrage coordonné par Ian Brown arrive à point nommé. En une vingtaine d'essais de qualité rédigés par des experts reconnus, il offre une excellente introduction au concept de « gouvernance internet ».

La gouvernance « de » l'internet traite des ressources partagées permettant à ce dernier de fonctionner et des organisations qui les gèrent. Milton Mueller explore ainsi les défis liés à la distribution des adresses de *l'Internet Protocol* (adresses IP) dans la perspective du passage à IPv6, et Rolf Weber les enjeux de légitimité et de redevabilité (*accountability*) des organisations concernées et particulièrement de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN). Michael Fromkin détaille par ailleurs le nouveau cadre opérationnel (*Affirmation of Commitments*) de cette organisation.

L'ouvrage confirme surtout que la gouvernance internet dépasse la gestion de ces ressources critiques pour couvrir les règles applicables aux usages du réseau, soit la gouvernance « sur » l'internet. Alors que trois milliards d'utilisateurs aux références culturelles, religieuses ou politiques diverses interagissent dans des espaces partagés, il est de plus en plus difficile, mais de plus en plus nécessaire, d'identifier des normes communes. Rikke Frank Jorgensen décrit ainsi les efforts pour s'assurer que les droits de

l'homme s'appliquent également en ligne, et détaille la « Charte des droits et principes pour l'internet » développée par la Coalition dynamique lancée dans le cadre du Forum sur la gouvernance internet (FGI) – ou Internet Governance Forum (IGF) en anglais.

L'ouvrage aborde également la tension croissante entre la nature transfrontière des services internet et le patchwork des législations nationales. Plusieurs contributions traitent ainsi de thématiques précises : propriété intellectuelle (Jeanette Hofmann autour de Google Books), protection de la vie privée (Graham Greenleaf, Lilian Edwards) ou lutte contre la pédopornographie (T.J. McIntyre). Deux chapitres apportent une clarification bienvenue sur la neutralité du net et ses différentes dimensions, trop souvent confondues dans les débats.

Contribution majeure, ce recueil explore différents modes alternatifs de développement de règles globales en l'absence d'accord prévisible par le biais de traités : régulation *via* les normes techniques (Alison Powell) ou utilisation des règles de compétition pour assurer l'accès aux « technologies essentielles » (Abbe Brown). Dans un texte original, Gus Hossein décrit l'effet de percolation des *best practices* dans des législations nationales se copiant mutuellement. Cet effet, positif quand il conduit à un relèvement progressif des standards, peut générer une convergence vers des pratiques contestables si elles sont légitimées par des acteurs reconnus.

Surtout, plusieurs contributions (Lee Bygrave, Andrea Matwyshyn) explorent un sujet trop peu traité : le rôle croissant du contrat dans l'établissement de normes internationalement applicables. Les conditions générales

d'utilisation (*terms of service*) représentent en effet une véritable « loi » des territoires numériques que constituent des plateformes aux centaines de millions d'utilisateurs.

On aurait sans doute préféré que la structure de l'ouvrage reflète plus clairement les thèmes décrits ci-dessus, et qu'il traite plus directement des questions de liberté d'expression. Mais ce travail de haute qualité doit être chaudement recommandé à tous ceux qui s'intéressent à la gouvernance de notre monde globalisé, dont la gouvernance internet constitue un laboratoire pionnier.

Bertrand de la Chapelle

NULLE PART OÙ SE CACHER

Glenn Greenwald

Paris, J.-C. Lattès, 2014, 360 pages

L'AFFAIRE SNOWDEN : COMMENT LES ÉTATS-UNIS ESPIONNENT LE MONDE

Antoine Lefébure

Paris, La Découverte, 2014,
276 pages

Le premier ouvrage est important, puisque rédigé par un acteur majeur de l'« affaire Snowden », le journaliste et blogueur américain Glenn Greenwald, spécialiste des questions de surveillance. Sa thèse : les États, au nom d'une menace terroriste en partie instrumentalisée après le 11 septembre, ont édifié une toile de surveillance mondiale et imposé une idéologie sécuritaire.

Le premier chapitre se révèle savoureux : du premier contact avec Edward Snowden – long à se concrétiser en raison de la réticence de l'auteur à se servir d'outils de cryptage –, à la rencontre

dans un hôtel de Hong Kong, Rubik's cube en main dans une ambiance de polar, le lecteur sent la tension progressivement monter. Le *Guardian* est plutôt soupçonneux au départ vis-à-vis des réelles motivations du lanceur d'alerte. Pendant plusieurs jours, Greenwald décortiquera les milliers de fichiers de la National Security Agency (NSA) américaine avant de les révéler au compte-gouttes. Les scoops s'enchaîneront : collecte par la NSA des relevés téléphoniques de millions d'abonnés de Verizon, le plus grand opérateur américain ; espionnage de diplomates étrangers au G20 en 2009 ; mise sur écoute de chefs d'État étrangers, dont Angela Merkel et Dilma Rousseff ; accès, par la même agence, aux serveurs et aux données de neuf géants de l'internet *via* le programme Prism.

Pour autant, la technique n'est pas le sujet central. L'auteur s'attarde certes sur les programmes de surveillance de la NSA, mais il insiste davantage, dans les chapitres suivants, sur l'absence de tout contrôle sur une organisation qui s'est montrée capable de déjouer une série de systèmes créés précisément pour protéger la vie privée sur internet. Greenwald met ensuite en lumière la frilosité des grands médias américains, et leurs liens incestueux avec le pouvoir politique. Sur ce terrain, ses réflexions sont peu amènes et, aussi pertinentes soient-elles, pèchent par un style hyperbolique et une vision parfois manichéenne qui peuvent desservir son propos.

L'ouvrage d'Antoine Lefébure s'avère un bon complément. Historien engagé des technologies de l'information, il relate avec pédagogie les motivations des parties prenantes ainsi que les répercussions mondiales des révélations de Snowden. Revenant

sur la trajectoire de la NSA depuis la guerre froide, et les liens particulièrement étroits qu'elle a noués avec le Government Communications Headquarters (GCHQ) britannique, l'auteur relativise la voracité de l'agence américaine, en réalité – pour l'heure – dépassée sur le plan des capacités de traitement d'une masse aussi considérable de métadonnées. Poursuivant ses réflexions sur les lanceurs d'alerte – « les nouveaux dissidents d'États qui se proclament démocratiques » –, il espère que l'affaire Snowden forcera le débat public concernant la protection de la vie privée. Chose entamée aux États-Unis avec l'ouverture de débats parlementaires, en Allemagne où la presse d'investigation s'est emparée du sujet, et dans les enceintes de la gouvernance mondiale de l'internet où les questions de surveillance et de *privacy* sont désormais âprement débattues. Les conséquences seront considérables selon l'auteur, convaincu qu'il y aura un après-Snowden comme il y a eu un après-11 septembre.

Julien Nocetti

THE SNOWDEN FILES. THE INSIDE STORY OF THE WORLD'S MOST WANTED MAN

Luke Harding

Londres, Vintage, 2014, 352 pages

L'affaire Snowden a entraîné la parution de toute une série d'ouvrages s'attachant à dévoiler les agissements antidémocratiques des appareils de surveillance étatiques et à dénoncer les complaisances inconséquentes de leurs contrôleurs politiques. *The Snowden Files* dépeint le versant britannique de la controverse, telle que vécue par la rédaction du *Guardian*, en sa qualité d'agent actif de révélation. Luke Harding, ancien correspondant du quotidien à Moscou, retrace le parcours

biographique d'Edward Snowden et nous explique comment le journal a mené ses approches initiales, pour évaluer la crédibilité du lanceur d'alerte et gagner sa confiance. Implicitement, on sent que la rédaction a tiré les leçons de ses interactions conflictuelles avec Julian Assange, et décidé d'expérimenter d'autres logiques relationnelles et publicitaires.

Le texte fournit surtout quantité de précisions sur les techniques de pression déployées par les autorités de Washington et de Londres pour évaluer la teneur des fuites et enrayer la divulgation de leurs illégalismes systémiques. Cette partie est celle qui mérite le plus d'attention : elle expose les divergences d'appréciation entre dirigeants tories, peu soucieux d'entrer en conflit ouvert avec la presse de qualité, et représentants de la haute administration britannique, nettement plus anxieux à l'idée de compromettre les échanges avec la National Security Agency (NSA) américaine qui permettent à leur système de renseignement de boxer au-dessus de sa catégorie. Concrètement, les passages en question mettent en lumière le rôle de « surveillant général » de Jeremy Heywood, Cabinet Secretary, au sujet de qui on rapporte la formule suivante : « Si nous avions une constitution écrite dans ce pays, elle dirait quelque chose du genre "Hormis le fait que Jeremy Heywood occupera toujours une position de pouvoir centrale, nous sommes tous des citoyens libres et égaux". »

The Snowden Files explique également comment le *Guardian* s'y est pris pour exploiter les garanties constitutionnelles de la liberté de la presse sur le sol américain, comment il a sondé les élites de Washington, soupesé le ratio gains-coûts de ses révélations, en

tenant compte des aléas juridiques liés à la publication de documents secret défense, et de quelle manière il a intégré les effets de *backlash* à même de frapper les censeurs à la poigne trop lourde – c'est-à-dire au cas où l'administration britannique raviverait les mauvais souvenirs de l'ère Bush-Blair.

Jérôme Marchand

BIG DATA. LA RÉVOLUTION DES DONNÉES EST EN MARCHÉ

Viktor Mayer-Schönberger et Kenneth Cukier

Paris, Robert Laffont, 2014, 296 pages

Les *big data* font depuis deux ou trois ans la une de la presse dans tous les pays, bénéficiant désormais d'une couverture médiatique riche. Si l'on en croit les tendances de Google, l'expression *big data* a connu un intérêt régulier et constant jusqu'à fin 2010, autour d'un degré 8 de popularité sur l'échelle de Google, suivie d'une croissance très forte, pour atteindre en mai 2014 le degré de popularité maximale de 100. C'est dire l'importance du sujet.

Comme le précisent Viktor Mayer-Schönberger et Kenneth Cukier, « les *big data* se réfèrent à ce qui peut être accompli à grande échelle et ne peut pas l'être à une échelle plus petite, en matière d'extraction de nouvelles connaissances et de création de nouvelles formes de valeur, avec comme impact la transformation des marchés, des organisations, de la relation entre les citoyens et les gouvernements ». L'un des mérites du livre est de montrer en quoi ces *big data* constituent une révolution pour nos organisations comme pour notre manière même de penser.

Les auteurs montrent, avec de nombreux exemples concrets, comment la disponibilité d'une masse considérable de données pouvant être analysées automatiquement change profondément la manière de générer des connaissances. Ils soulignent l'importance des applications secondaires, celles qui ne sont pas prévues lors de la collecte initiale des données – dont le système de suivi de la grippe développé par Google, qui exploite les requêtes sur le moteur de recherche en lien avec les symptômes de la maladie, est l'exemple le plus fameux. Ils montrent également comment les algorithmes commencent à rivaliser avec les experts pour des applications complexes comme la traduction automatique, que Google réalise y compris dans des langues pour lesquelles ils n'ont aucune expertise.

Le chapitre peut-être le plus original présente l'évolution de notre manière de penser en présence des *big data*, qui permettent de dériver des connaissances souvent sans modèle prédictif *a priori*, simplement en étudiant les corrélations révélées par les données. Mayer-Schönberger et Cukier citent en particulier des exemples dans le domaine médical où ces corrélations extraites des données ont pu surprendre les praticiens. Chris Anderson, le célèbre rédacteur en chef du journal *Wired*, est celui qui est allé le plus loin dans cette direction en annonçant dès 2008 la fin de la méthode scientifique au profit de l'analyse statistique de données exhaustives. Les auteurs, tout en dénonçant cette position extrême, montrent la diminution de l'importance de la causalité au profit de celle de la corrélation.

Paru avant l'affaire Snowden qui a rabattu le débat concernant les *big data* sur l'usage qui en est fait par les

gouvernements, ce livre a aussi le mérite d'aborder la question des risques pour nos sociétés : en particulier celui de baser les décisions sur la prédiction des actions des citoyens – dans l'esprit de la nouvelle de Philip K. Dick, *Minority Report* – et non sur les actions elles-mêmes. Mayer-Schönberger et Cukier montrent que notre environnement juridique est inadapté, que le consentement des utilisateurs à l'exploitation de leurs données personnelles n'est pas une solution pérenne et qu'il faudra changer rapidement nos institutions pour pouvoir offrir une exploitation des données avec « beaucoup d'humilité ... et d'humanité », mots qui concluent le livre. Malgré quelques redites et certaines approximations historiques, cet ouvrage constitue une excellente introduction à un sujet encore insuffisamment connu, et c'est donc sans surprise qu'il est devenu un best-seller.

Stéphane Grumbach

RELATIONS INTERNATIONALES

DEBATING CHINA. THE U.S.-CHINA RELATIONSHIP IN TEN CONVERSATIONS

Sous la direction de Nina Hachigian
Oxford, Oxford University Press,
2014, 256 pages

Depuis plusieurs années, experts américains et chinois ont pris l'habitude de se rencontrer à l'occasion de colloques, de missions et de programmes d'échanges, et ont développé, en marge des discours officiels, une relation où la langue de bois s'efface au profit d'une analyse plus critique. Ancien membre du National Security Council et aujourd'hui affiliée à un

think tank, Nina Hachigian a demandé ici à un panel d'experts reconnus des deux pays de correspondre sur des thèmes qu'ils connaissent parfaitement, et qui sont des enjeux majeurs de la relation entre Washington et Pékin. Les dix conversations portent sur les perceptions générales, mais aussi sur des points plus précis, tels que les relations économiques et commerciales, les politiques monétaires, le rôle des médias ou encore les questions environnementales. C'est cependant dans les débats sur les enjeux politiques et stratégiques, comme les ambitions internationales de la Chine, son projet de développement ou sa politique de voisinage, que les experts se montrent les plus passionnés et divergents. Le ton est direct, les interlocuteurs font part de leurs convictions profondes et n'hésitent pas à s'interpeller de manière très franche, et le principe des allers-retours propre à la correspondance offre un droit de réponse qui constitue le principal attrait de cet ouvrage passionnant.

Certains passages rappelleront André Malraux qui, dans *La Tentation de l'Occident* (1926), faisait dialoguer deux personnages fictifs, un Français et un Chinois, sur leurs perceptions croisées. Les temps n'étaient pas les mêmes et la Chine alors en proie à des défis insurmontables. Les règles du jeu se sont d'une certaine manière inversées, mais les problèmes de communication et de compréhension de l'autre n'en demeurent pas moins omniprésents. L'altérité est telle, écrivait François Jullien, que le terme d'écart semble plus approprié. De fait, derrière un propos courtois et parfois même familier, les interlocuteurs jouent à se provoquer, à frapper là où les coups sont les plus douloureux, mais ils se gardent bien de répondre aux questions qu'ils se posent en permanence,

comme si le temps du dialogue avait désormais laissé place à celui de la posture.

Conséquence de cet écart, l'un des effets les plus intéressants de ce livre, qui n'était pas nécessairement prévu si l'on en croit le titre, concerne le regard que portent les experts chinois sur les États-Unis, et les débats – ou leur absence ? – qui s'ensuivent, au point que le collectif aurait tout aussi bien pu s'intituler *Debating America*. Sans doute l'interdépendance entre les États-Unis et la Chine – pas seulement économique mais surtout politique, tant les deux pays sont désormais obsédés l'un par l'autre – explique-t-elle ce constat. Reste que les intellectuels chinois, hier encore discrets et focalisés sur la trajectoire de leur pays, se penchent désormais sur les autres puissances, scrutant leurs points forts et leurs faiblesses, et ne se gardant plus de critiquer ce qui, à leurs yeux, ne fonctionne pas correctement, comme pour mieux cautionner les hésitations chinoises sur de multiples sujets. Au final, cette entreprise collective est passionnante, et son principe mériterait d'être reproduit sur d'autres sujets de relations internationales.

Barthélémy Courmont

THE LIMITS OF PARTNERSHIP. U.S.-RUSSIAN RELATIONS IN THE TWENTY-FIRST CENTURY

Angela Stent

Princeton, NJ, Princeton University Press, 2014, 356 pages

Professeur et directeur du Center for Eurasian, Russian, and East European Studies à Georgetown University, ayant longtemps travaillé au département d'État et au National Intelligence Council sur cette zone, Angela Stent

allie rigueur universitaire et expérience diplomatique. La grande qualité de cet ouvrage réside dans son honnêteté à l'égard des protagonistes et dans une connaissance intime des deux systèmes politico-diplomatiques. En ressort un jugement critique et équilibré sur les occasions ratées, aussi bien par les États-Unis que par la Russie, de dépasser l'héritage de la guerre froide et celui des années 1990. Toutes les tentatives de redémarrage – *reset* selon le terme popularisé par la première administration Obama – engagées par Washington ont échoué, de George Bush à Barack Obama en passant par Bill Clinton et George W. Bush. Du côté de Moscou, les exemples ne manquent pas d'instrumentalisation d'un anti-américanisme toujours très présent dans la société russe.

Sur la période étudiée (1991-2013), six dossiers ont structuré les échanges. Celui sur le nucléaire est hautement prioritaire au lendemain de la chute de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). Washington s'inquiète alors des risques de prolifération et de perte de contrôle de l'arsenal russe. Rétrospectivement, le dispositif mis en place a sans doute permis d'éviter le pire ; à ce titre, il reste un exemple remarquable de coopération bilatérale dans un contexte de forte instabilité. Ce dossier va se complexifier avec le projet américain de système anti-missile, au cœur d'une profonde divergence stratégique, Moscou considérant qu'il vise directement à diminuer sa crédibilité nucléaire. La lutte contre la prolifération d'armes de destruction massive chez des acteurs classiques, comme l'Iran ou la Corée du Nord, constitue le deuxième dossier. Le troisième, celui de l'espace postsoviétique, voit les deux pays s'affronter (Ukraine, Géorgie) ou coopérer (transit en Russie et dans les pays d'Asie centrale pour

l'intervention en Afghanistan). Avec la crise des Balkans et les élargissements de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), la sécurité européenne constitue également un sujet de discordes récurrentes, jusqu'au conflit en Ukraine – qui n'est pas traité dans l'ouvrage. L'intervention anglo-américaine en Irak, celle de l'OTAN en Libye et la guerre en Syrie constituent les éléments d'un cinquième dossier très sensible, qui reflète de profondes divergences idéologiques sur l'ordre mondial. Moscou considère que Washington porte la responsabilité de la déstabilisation du Moyen-Orient, tandis que les États-Unis voient la Russie comme une puissance révisionniste. Pour finir, la situation intérieure russe et les droits de l'homme font également l'objet de tensions répétitives. Sous Vladimir Poutine, Moscou ne cesse de se raidir sur ce thème et construit un discours médiatique pour pointer les déficiences américaines en la matière.

Les sujets ne manquaient donc pas pour construire un partenariat stratégique qui eût contribué à stabiliser l'ordre international. Les raisons de l'échec sont en réalité idéologiques et pratiques. Sur le plan idéologique, les deux pays n'ont jamais su dépasser l'héritage de la guerre froide, qui a engendré un complexe de supériorité à Washington et d'infériorité à Moscou. Sur le plan pratique, les relations entre les deux capitales n'ont pas trouvé les relais nécessaires auprès de la société civile et des entreprises – le chapitre consacré aux questions économiques et énergétiques mérite d'ailleurs une attention spéciale. Stent le déplore, mais aucun président américain n'a encore su trouver la bonne clé pour traiter avec la Russie. Et inversement.

Thomas Gomart

SÉCURITÉ/STRATÉGIE

SUCCESS AND FAILURE IN LIMITED WAR. INFORMATION AND STRATEGY IN THE KOREAN, VIETNAM, PERSIAN GULF, AND IRAQ WARS

Spencer D. Bakich

Chicago, IL, The University of Chicago Press, 2014, 330 pages

En raison de leur prédominance dans les actions militaires et diplomatiques des grandes puissances depuis 1945, l'intérêt pour les guerres limitées n'a cessé de croître en relations internationales. Spencer Bakich s'interroge sur les facteurs de succès ou d'échec dans des conflits caractérisés par un engagement substantiel mais restreint, en vue d'objectifs vitaux sans être existentiels. Plutôt que de s'en tenir aux seuls critères de la puissance ou de l'incertitude, l'auteur se focalise sur la structure des flux d'information entre les décideurs politiques et les principales organisations en charge de la politique étrangère et de la guerre.

L'importance de l'information tient selon Bakich à la tension inhérente entre l'achèvement des objectifs et les risques d'escalade. D'où la nécessité de disposer de sources nombreuses et fiables, tout autant que de coordonner finement action militaire et action diplomatique. Dans la mesure où l'autorité politique se concentre dans l'exécutif, la structure des relations entre institutions politiques importe moins que les rapports entre les composantes du gouvernement lui-même. Complétant les théories organisationnelles, Bakich postule que la manière dont l'information est partagée et circule entre ces composantes est

la variable indépendante qui explique les degrés de succès ou d'échec des guerres limitées. Plus les décideurs ont accès à des sources multiples et plus les organisations partagent les informations entre elles, plus la probabilité de mener les objectifs à bien est importante. Ainsi la structure des flux d'information est-elle à la fois un cadre normatif régissant les relations entre les acteurs du gouvernement, et un indicateur du degré de sophistication stratégique d'un État.

L'auteur consacre l'essentiel de son livre à quatre études de cas : la guerre de Corée, la guerre du Vietnam, la guerre du Golfe et l'intervention américaine en Irak. Bakich établit une typologie tenant compte des résultats diplomatiques et militaires. Si la guerre de Corée en est un échec et celle du Golfe un succès, les guerres du Vietnam et d'Irak offrent un bilan mitigé. Dans chacun des cas, la qualité de la collecte et de l'analyse de l'information d'une part, et le degré de coordination militaro-diplomatique d'autre part, servent à vérifier l'hypothèse concernant la structure des flux d'information au sein de l'exécutif. L'auteur s'appuie sur un corpus documentaire solide, alliant sources et littérature secondaire. Chaque chapitre se conclut aussi par l'examen d'explications alternatives, notamment celles liées aux relations politico-militaires, aux cultures organisationnelles des forces armées ou à l'impact des informations endogènes – c'est-à-dire révélées durant le conflit.

Bakich offre ici une étude rigoureuse et documentée, qui fait le lien entre l'analyse de la politique étrangère, les études stratégiques et les relations internationales. Toutefois, son analyse vaut essentiellement pour les États-Unis dont les ressources et les capacités

dépassent celles des autres acteurs. Il conviendrait donc d'appliquer son modèle à l'étude empirique de ces derniers et de relier plus rigoureusement son argument à une réflexion sur la puissance comprise comme la capacité à mettre en œuvre les ressources dans un contexte donné.

Stéphane Taillat

CHINA'S NAVAL POWER. AN OFFENSIVE REALIST APPROACH

Yves-Heng Lim

Farnham, Ashgate, 2014,
218 pages

Si le paradigme réaliste, confronté à la fragilisation de l'État-Nation, à l'irruption des sociétés dans le débat international ainsi qu'à la montée des acteurs transnationaux, a pu sembler de 1990 à 2005 en proie à un certain nombre de difficultés, la rapide transformation de rapports de puissance en Asie de l'Est semble au contraire lui redonner toute sa fécondité explicative : le redéploiement de la puissance conduit en effet à replacer tant les rapports de force internationaux que la lutte pour l'hégémonie au centre de la dialectique internationale. C'est en tout cas le point de vue adopté par Yves-Heng Lim, en un ouvrage remarquablement bien construit.

Le propos du chercheur de la Fu Jen Catholic University de Taipei consiste à tenter d'élucider les mobiles politiques tacites que poursuivrait la Chine au travers de la modernisation de sa marine.

En situant résolument son travail sous le signe d'un néoréalisme offensif proche de celui de John Mearsheimer – dans une version néanmoins « navalisée » de cette théorie –, Lim donne

à son argumentation un tour implacable qui, combiné avec la rigueur de construction de l'ouvrage, a quelque chose de fascinant. La démonstration mène le lecteur au cœur de la dialectique contemporaine de la puissance, qui conduirait les deux grands protagonistes de la région que sont les États-Unis et la Chine – observés avec vigilance par le Japon, la Corée du Sud et l'Inde – à s'affronter sourdement dans le but à peine voilé de déterminer à qui ira l'hégémonie de la zone, prélude pour Pékin à un possible déploiement planétaire de sa puissance.

Dans le cadre retenu ici du néoréalisme, c'est la structure de la scène internationale qui impose à chacun de viser l'accroissement de sa puissance, dans la limite du « pouvoir paralysant des eaux », qui en rend coûteuse la projection. Dans la compétition pour l'hégémonie qui s'ouvre en Asie de l'Est, la Chine disposerait ainsi d'un avantage certain : déjà présente sur le terrain, il lui suffirait de rendre le plus onéreux possible pour son adversaire l'accès à la zone tout en se prémunissant de l'émergence d'éventuels rivaux régionaux susceptibles de contrecarrer son dessein (Japon, Inde, etc.), seuls ou en coalition. Vis-à-vis des États-Unis, une sorte de « doctrine Monroe du Pacifique » pourrait être établie au profit de Pékin. Ce à quoi l'amélioration de ses capacités de *sea denial* pourrait contribuer, empêchant la projection aisée des forces américaines. Dans le même temps, le doute sur la crédibilité de la réassurance américaine viendrait, par ricochet, faciliter l'accès de la Chine à la suprématie régionale.

La démonstration de l'auteur se poursuit alors par un examen attentif des forces et des doctrines chinoises connues... ce qui est fait avec brio, même si l'on peut se demander si le

cadre conceptuel mobilisé (le néoréalisme dans la version offensive), joint à un parti pris argumentaire très clairement « à charge », ne conduit pas inéluctablement à un tel résultat.

N'aurait-il pas fallu laisser plus de place à des raisonnements alternatifs ? Et comparer cette analyse avec les conclusions d'une enquête appuyée sur un néoréalisme de type défensif, ou bien inspirée d'un réalisme mâtiné de constructivisme ? Il s'en serait suivi un point de vue peut-être plus équitable, fondé sur une véritable mise en compétition des approches. Un ouvrage néanmoins très stimulant, fort bien mené et remarquablement bien écrit.

Colomban Lebas

ÉCONOMIE

LE CAPITAL AU XXI^e SIÈCLE

Thomas Piketty

Paris, Le Seuil, 2013, 970 pages

L'ouvrage est incontournable, abordant de front la question de l'accroissement des inégalités dans les sociétés occidentales. Si son succès a été aussi spectaculaire aux États-Unis, c'est évidemment parce que ce phénomène y est plus prégnant qu'en Europe, et qu'il suscite depuis longtemps l'inquiétude des deux prix Nobel Joseph Stiglitz et Paul Krugman.

Le discrédit jeté au printemps 2014 sur les calculs de Thomas Piketty est stérile. Les sources de l'auteur sont plus fiables et exhaustives que celles utilisées par Simon Kuznets au milieu du xx^e siècle ; et quelles que soient les pondérations appliquées à certaines séries de données, les conclusions demeurent.

L'intérêt du travail réside dans l'analyse minutieuse de l'évolution des revenus et des patrimoines au cours des siècles passés. La réduction des inégalités – que l'auteur appréhende à travers l'évolution du ratio capital/revenu – entre 1910 et 1950 est due non seulement aux deux conflits mondiaux, mais aussi aux chocs budgétaires et politiques que constituèrent l'imposition accrue du capital et la progressivité de l'impôt. À ces deux facteurs il faut joindre l'effondrement des prix des actifs étrangers et l'incapacité des rentiers à réduire leur train de vie. Les raisons de l'accroissement des inégalités à partir de 1980 sont clairement identifiées : ralentissement de la croissance du produit intérieur brut (PIB) et de la croissance démographique, privatisation des entreprises publiques et hausse du prix des actifs immobiliers et boursiers. Les « symptômes » sont connus : apparition de très hautes rémunérations et concentration du patrimoine.

Piketty montre aussi à quel point le décile supérieur (les 10 % les plus riches, le « P90-100 ») est une catégorie hétérogène. Dans le cas français et pour 2005, les revenus du capital sont dominants au sein du 0,1 % le plus riche (« P99,9-100 »), alors que la richesse du reste de l'échantillon (« P90-99,9 ») repose essentiellement sur les revenus du travail. Distinctions essentielles car, dans le contexte actuel caractérisé par un taux de rendement du capital durablement et nettement supérieur au taux de croissance du PIB, il faut s'attendre à un enrichissement toujours plus soutenu du 0,1 % le plus riche.

C'est le retour à la société de rentiers du XIX^e siècle que craint Piketty, et c'est pourquoi il avance diverses propositions destinées à réduire les inégalités.

Il défend l'instauration d'un régime de retraites unique avec des comptes individuels. Il admet que la relance de l'inflation ne ferait que ruiner les plus petits épargnants et serait sans effet sur les gros patrimoines, capables d'obtenir de hauts rendements. Il plaide bien sûr pour une plus grande progressivité de l'impôt successoral et de l'impôt sur les revenus du capital et du travail. Mais on reste perplexe lorsqu'il détaille certaines propositions, et envisage par exemple de moduler les taux de taxation en fonction des rendements moyens du capital observés dans chaque classe de patrimoine. Une telle mesure découragerait l'investissement et comprimerait le taux de croissance potentiel de l'économie. De même, la mise en place d'un impôt progressif sur le capital au niveau mondial, ou même européen, est largement illusoire quand on sait que les États occidentaux ne sont plus maîtres de leur politique monétaire et ont des marges de manœuvre budgétaires réduites. Comment accepteraient-ils de renoncer à la politique fiscale ? Enfin, l'auteur néglige les inégalités intergénérationnelles croissantes, mises en évidence par Louis Chauvel il y a déjà plusieurs années.

Norbert Gaillard

LE PÉTROLE. LE TROISIÈME CHOC ET LA MALÉDICTION PÉTROLIÈRE

Benoît Mafféi et Rodolphe Greggio
Paris, Economica, 2014, 202 pages

Cet ouvrage étudie la composante pétrolière de la crise qui sévit depuis 2008, « troisième choc » après ceux de 1973 et 1979. Conjoncturellement, Benoît Mafféi et Rodolphe Greggio relient ce choc à la réduction de l'écart de production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et à l'opacité

de la production russe. Ses causes de long terme sont, elles, à chercher dans le sous-investissement dans le secteur des pays développés pendant le contre-choc pétrolier (1986-2003), dans la forte hausse de la demande asiatique et dans les crises arabes depuis l'invasion de l'Irak. Ce choc actuel n'entraînera pourtant pas une fin accélérée du pétrole. Les hydrocarbures de l'Arctique et du Groenland, le gaz de schiste et les gaz non conventionnels repousseraient la fin des réserves à 40 ans. Les États-Unis, productifs et offensifs, chercheraient à s'attribuer le maximum de gisements restants. L'Europe, consommatrice et dépendante d'espaces périphériques, prendrait quant à elle le risque de s'arrimer à ces derniers par des liens gaziers renforcés, notamment germano-russes.

Les auteurs s'intéressent ensuite aux modifications profondes du marché pétrolier. Sa décartellisation actuelle s'oppose en effet à une longue histoire d'ententes. Le contrôle de la production par l'OPEP est ainsi remis en cause, ses entreprises pétrolières nationales restant, de plus, loin de la frontière technologique. L'« attrition productive » causée dans les pays producteurs par le contre-choc pétrolier n'a pas été compensée par la diversification des investissements, seul le secteur tertiaire ayant réussi à créer quelques entreprises compétitives. En somme, l'économie pétrolière reste « inégalitaire, violente et criminogène », que ce soit au Venezuela – parangon du syndrome hollandais – ou en Russie. Mafféi et Greggio soulignent néanmoins le caractère secondaire du pétrole dans les explications plus larges du sous-développement. Finalement, les risques futurs sont, pour l'Amérique du Nord, de s'engager dans une économie de rente, pour le reste du monde développé de

stagner, pour l'Asie de connaître des difficultés d'approvisionnement croissantes, et pour le monde émergent en général de ne connaître qu'un rattrapage lent, dans un monde de ressources finies à la transition énergétique incertaine.

On pourrait critiquer des analyses trop rapides des cartels historiques et de leur « longue suite de scandales », qui auraient gagné à être placées en début d'ouvrage. Les auteurs évitent d'approfondir l'« ennui » comme essence de la psychologie sociale de la rente dans les pays émergents. Cette question de l'évolution fiscale et démocratique des pays producteurs appelle de nouveaux travaux. Le principal atout de l'ouvrage est de proposer un compromis efficace entre effort de pédagogie et profondeur d'analyse. Le lecteur y trouvera une grande richesse statistique, notamment pour les années 1980-2010, des explications détaillées et à jour des mécanismes des marchés d'hydrocarbures, des enjeux des zones maritimes, des pipelines et de l'avancement technique des entreprises nationales des pays producteurs. À la fois état des lieux et essai d'interprétation convaincant, cet ouvrage parvient à faire le lien entre analyses des marchés pétroliers et grands enjeux géopolitiques du monde contemporain.

Julien Brault

IMMIGRATION ECONOMICS

George J. Borjas
Cambridge, MA, Harvard University
Press, 2014, 284 pages

L'immigration représente-t-elle un coût ou un bénéfice pour l'économie du pays d'accueil ? La réponse apportée ici peut être résumée en deux mots : cela dépend !

Cela dépend de l'origine géographique et des caractéristiques socioprofessionnelles des immigrés, de leur niveau d'éducation ainsi que de celui des travailleurs nationaux. Mais aussi de la capacité d'absorption du marché du travail et de son degré de flexibilité. Et encore de l'aptitude du pays à assimiler les différentes vagues d'immigrés ainsi que leurs descendants, mais aussi de la volonté d'intégration des immigrés, celle-ci pouvant s'atténuer à mesure que la part de la population étrangère s'accroît.

En ce sens, l'ouvrage risque de laisser sur leur faim ceux qui cherchent des arguments forts à l'encontre de l'immigration, ou en sa faveur. Les effets économiques de l'immigration ne sont en effet, à l'échelle d'une nation, que très faiblement perceptibles. L'impact sur les salaires, question amplement développée dans l'ouvrage, n'est lui-même pas clairement identifié. George Borjas montre qu'il n'y en a quasiment pas, sauf peut-être pour la frange de la population active la moins qualifiée. Même là l'évidence n'est pas flagrante. Cela s'explique essentiellement par le fait que les travailleurs immigrés n'entrent pas en concurrence directe avec les travailleurs nationaux ; ils ont plutôt tendance à accepter des emplois que ces derniers ne veulent pas.

Ceci étant, Borjas reconnaît l'existence de gagnants – les immigrés eux-mêmes, les travailleurs qualifiés et les détenteurs de capitaux – et de perdants – la main-d'œuvre non qualifiée directement en concurrence avec les travailleurs immigrés. D'où la nécessité de prendre en compte ces effets différenciés à l'heure de la décision politique.

Si le livre de Borjas a le mérite de poser clairement les termes du débat

économique, en particulier en ce qui concerne le marché du travail, il faut bien reconnaître qu'il ne s'adresse qu'à un public averti, essentiellement constitué d'économistes. L'ouvrage foisonne en effet de modèles, d'équations et de graphes qui risquent d'en rebuter plus d'un.

Il faut aussi avouer que l'on attend d'un professeur de Harvard, lui-même immigré d'origine cubaine, plus qu'une simple recension de la littérature économique, qui plus est lorsque cet exercice se résume trop souvent à une compilation d'articles déjà publiés par l'auteur dans des revues scientifiques. Or Borjas refuse de s'engager sur le terrain de l'impact social et culturel de l'immigration, sujet épineux s'il en est, mais sur lequel il paraît pourtant difficile de faire l'impasse. Outre la question délicate de l'intégration, seulement abordée sous l'angle de l'accès à l'éducation, l'auteur en laisse d'autres, pourtant au cœur du débat économique, de côté, au premier rang desquelles celle de l'impact fiscal de l'immigration : les immigrés représentent-ils un fardeau pour les systèmes de sécurité sociale ou contribuent-ils au contraire à leur financement ?

Dernier écueil, et non des moindres, de l'ouvrage : son américano-centrisme. Borjas a trop tendance à oublier que l'immigration est un phénomène mondial qui concerne un nombre croissant de pays – sans parler de l'impact sur les pays d'origine, dont il ne fait pas mention. L'on aurait souhaité un peu plus de références aux diverses expériences européennes. L'analyse économique en aurait probablement été plus complexe, mais l'intérêt pour le livre, du moins de ce côté-ci de l'Atlantique, accru.

David Khoudour

FRAGILE BY DESIGN. THE POLITICAL ORIGINS OF BANKING CRISES AND SCARCE CREDIT

Charles W. Calomiris et Stephen H. Haber
Princeton, NJ, Princeton University Press, 2014, 570 pages

Charles Calomiris et Stephen Haber argumentent que l'instabilité bancaire a pour source la relation particulière que les banques entretiennent avec la politique et les gouvernements. Pour eux, aucun établissement bancaire ne peut exister sans soutien politique, pour donner confiance au public quant à sa solidité financière et pour s'adjoindre les services de la justice en cas de difficulté dans le recouvrement des dettes. Les gouvernements ont aussi besoin des banques pour financer leurs activités et la dette publique. Les uns et les autres peuvent donc entrer dans une relation mutuellement avantageuse. Mais Calomiris et Haber vont plus loin. Ils formulent un argument d'incohérence temporelle des gouvernements pour plaider en faveur d'une réglementation légère des modes d'organisation bancaire. Les gouvernements peuvent être tentés d'abuser à court terme de leur position de pouvoir en taxant les établissements ou leurs déposants, ou en expropriant les banquiers de leurs droits de propriété. S'ils abusent de leur pouvoir, c'est au prix de la perte de confiance du public dans les banques et donc d'une réduction du crédit à l'économie.

L'intérêt principal de l'ouvrage tient à sa synthèse, brillante, de deux siècles d'histoire bancaire américaine, partant des difficultés originelles des États-Unis à organiser un système de crédit à l'échelle fédérale et se concluant par une explication originale de la crise

des *subprimes*. Ce survol permet aux auteurs de souligner combien l'absence de centralisation du pouvoir de régulation des banques est à l'origine de l'instabilité bancaire, récurrente de l'Indépendance jusqu'aux années 1990. L'abrogation de la loi Glass-Steagall aurait dû rendre le secteur plus stable parce qu'elle permettait aux banques de croître et de diversifier leurs activités entre États. Les auteurs montrent que ce ne fut pas le cas, notamment parce que les autorités fédérales incitèrent les établissements à prêter beaucoup aux débiteurs *subprimes* en échange de l'autorisation au cas par cas du droit de fusionner ou de racheter des concurrents. Ceci illustre, pour Calomiris et Haber, le fait que l'intervention publique est déstabilisatrice lorsqu'elle va à l'encontre de la logique de marché. Cette étude de cas est mise en perspective avec celles – plus courtes – des relations entre banques et politique en Angleterre, au Canada, au Mexique et au Brésil.

Voici un livre à thèse, qui plaide en faveur de banques de grande taille – cela permet la stabilité financière –, à partir du moment où leur pouvoir de marché peut être contesté par de nouveaux concurrents – assurant l'efficacité dans la distribution du crédit. Il n'est pas sans faiblesse. Le lecteur ne doit pas se laisser rebuter par une première partie théorique scolaire qui peut être passée sans regret. Les auteurs n'étudient que des banques ayant été autorisées ou labellisées par des gouvernements, et négligent toute autre forme de banque, notamment les prêteurs sur gages ou les escompteurs, qui ont pu représenter le principal canal de crédit à l'économie, surtout dans les pays en développement comme la France ou le Mexique de la fin du XIX^e siècle. Du coup, l'argument selon lequel les banques n'existent que parce

que le pouvoir politique les autorise est historiquement faux, et la thèse générale gagnerait à être nuancée. Ce livre est donc à lire comme une première pierre, importante mais incomplète, dans l'exploration des relations entre banques et politique.

Vincent Bignon

THE FALL OF THE CELTIC TIGER. IRELAND AND THE EURO DEBT CRISIS

Donald Donovan et Antoin E. Murphy
Oxford, Oxford University Press,
2013, 318 pages

Le livre de Donald Donovan, ancien cadre du Fonds monétaire international (FMI), et d'Antoin Murphy, professeur au Trinity College de Dublin, offre une histoire captivante et concise de l'émergence et de la chute du modèle de développement irlandais des années 1980 à nos jours. L'ouvrage séduit par un diagnostic informé sur la crise irlandaise et par sa description de l'impact des idéologies sur les processus de décisions. Son intérêt est pourtant plus large. L'étude de cas informe aussi sur les opportunités offertes aux pays membres par l'architecture actuelle de l'Union européenne (UE).

Les quatre parties de l'ouvrage traitent successivement des origines du miracle irlandais, des causes changeantes de sa croissance économique avant 2007, avant d'expliquer la sévérité et la rapidité de la crise, pour conclure sur la gouvernance économique et politique. La thèse des auteurs est qu'après la chute de la banque d'investissement Lehman Brothers, l'Irlande a subi trois crises simultanées, la première liée au fonctionnement défaillant des établissements bancaires, la deuxième à la structure pro-cyclique du budget du

gouvernement et la troisième aux distorsions du marché immobilier. Selon eux, la cause commune à ces crises est une politique publique de soutien à la construction immobilière aux dépens des autres secteurs. La dernière partie tire les leçons de cette histoire, et ces 36 pages de propositions forment la partie analytiquement la plus faible de l'ouvrage.

Le livre excelle à montrer comment une utilisation raisonnée des opportunités offertes par l'UE fut instrumentale dans le développement économique des années 1980 et 1990. L'étude des années 2000 met en avant la perte de compétitivité de l'Irlande. Elle explique pourquoi un système politique trop populiste, où les différents contre-pouvoirs internes ne jouaient plus leur rôle de corde de rappel, a laissé croître une bulle fiscale, immobilière et bancaire inédite. L'ouvrage expose pourquoi les règles et la logique du fonctionnement des institutions de l'UE n'ont pu freiner cette évolution, notamment à cause de l'absence de surveillance mutuelle des politiques nationales. Dans ce cadre, n'importe quel choc de liquidité sur le financement des banques pouvait révéler les fragilités accumulées et précipiter la crise. Une fois celle-ci commencée, le livre se transforme en exercice de dissection clinique des improvisations du gouvernement dans ses tentatives de panser les plaies produites par les négligences passées.

L'ouvrage est admirable par la précision des faits et des idées, par sa volonté de croiser les témoignages et l'évaluation chiffrée, et par la justice qu'il rend aux mécanismes institutionnels. Les auteurs ne sont pas polémiques envers les différents groupes d'intérêts et, parce qu'ils ne cherchent pas à rédiger un acte d'accusation, ils proposent une analyse *de facto* cruelle envers tous

les commentateurs des années 2000, qui avaient érigé l'Irlande en modèle à suivre. L'ouvrage profitera à tout lecteur souhaitant s'informer sur la politique européenne et sur les impacts de son architecture institutionnelle sur les politiques des États, et à tous ceux qui s'intéressent à la crise de la zone euro.

Vincent Bignon

THE CAUSES OF STRUCTURAL UNEMPLOYMENT

Thomas Janoski, David Luke et Christopher Oliver
Cambridge, Polity Press, 2014,
208 pages

Pour le lecteur français, cet ouvrage présente deux intérêts majeurs : il montre que les problèmes du marché du travail américain sont très proches de ceux du marché du travail français ; et, bizarrement, il traite du cas américain sans s'intéresser, sauf de façon marginale, à la situation des pays européens et aux analyses qu'ont pu produire les chercheurs de notre continent.

La définition et la mesure du chômage structurel sont problématiques. Celui-ci ne s'explique ni par les fluctuations conjoncturelles, ni par les inévitables délais d'embauche et de changement d'emploi ; c'est donc le chômage observé en moyenne sur le cycle économique. Or, il s'avère difficile, après la crise de 2007-2009, de repérer le niveau normal d'activité. Les auteurs montrent des preuves empiriques de la dégradation du marché du travail américain. Ainsi le taux d'emploi des 25-65 ans n'est que de 72,3 % en 2013 contre 77,5 % en 2000, nettement plus faible qu'en Allemagne (78,5 %). Le taux de chômage de longue durée, comme celui de temps

partiel subi, ont fortement augmenté. Surtout, les inégalités salariales se sont accrues : les emplois stables et correctement rémunérés d'ouvriers ou d'employés qualifiés disparaissent au profit d'emplois précaires.

Les auteurs fournissent cinq explications à cette dégradation :

- La fonte de l'industrie au profit des services, d'où l'inadaptation des anciens ouvriers qualifiés, le déclin des syndicats et le besoin de nouvelles compétences.
- Le développement de la sous-traitance interne et de la délocalisation dans les pays à bas salaires.
- L'automatisation, qui rend inutiles de nombreux emplois, non qualifiés au départ, mais de plus en plus qualifiés maintenant.
- La financiarisation de l'économie et la recherche de la valeur pour l'actionnaire, qui imposent des rentabilités élevées et sacrifient l'investissement de long terme : la croissance est portée par des bulles financières et l'endettement, ce qui rend l'économie instable.
- Le poids grandissant des grandes entreprises internationales qui brisent les compromis nationaux.

Avec raison, Thomas Janoski et ses collègues reprochent aux économistes de ne pas étudier les conséquences de ces transformations sur les salariés américains et leur emploi.

Si la description est convaincante, le lecteur attend les auteurs sur les solutions. En fait, ceux-ci proposent essentiellement des réformes du marché du travail, suggérant de s'inspirer du modèle allemand en orientant beaucoup plus tôt (dès 12 ans) une partie des jeunes vers l'enseignement professionnel, au lieu de les maintenir dans l'enseignement classique. Mais combien d'enfants seraient victimes de

cette orientation précoce ? Ils appellent aussi à améliorer le fonctionnement du marché de l'emploi : subvention aux temps partiels temporaires – toujours sur le modèle allemand –, remise à niveau des chômeurs, certification de leurs compétences. Durant les périodes de récession, on créerait des emplois publics temporaires et on subventionnerait des emplois privés dans des secteurs spécifiques (comme les travaux publics). On pourrait faciliter l'innovation en fournissant du capital-risque aux jeunes entrepreneurs et favoriser l'immigration des plus talentueux. Mais l'innovation à tout prix est-elle la solution, quand elle se traduit par le développement de besoins artificiels, ou par la multiplication de « destructions créatives » sources d'instabilité économique ?

Heureusement, quelques paragraphes vont au-delà. Les auteurs proposent ainsi de renforcer les normes sociales, environnementales et de respect du droit de propriété pour les produits importés ; de réformer la fiscalité des entreprises pour hausser l'imposition de celles qui produisent à l'étranger ; de lutter contre l'optimisation fiscale ; de taxer les opérations spéculatives et les transactions financières internationales ; de séparer les banques de dépôt et les banques d'affaires. Propositions proches de celles des économistes européens hétérodoxes. Est-ce suffisant ? Ne faudrait-il pas une action résolue des pouvoirs publics et des syndicats pour réduire la domination de la finance, pour abaisser les taux de rentabilité exigés ? Ne faudrait-il pas d'importants transferts budgétaires pour taxer les gagnants de la mondialisation et compenser les perdants ? Ne faudrait-il pas mieux gérer l'évolution de la division internationale du travail, en pénalisant les pays ayant des excédents commerciaux trop importants

et en subventionnant les emplois non qualifiés dans les pays riches ?

Henri Sterdyniak

AFRIQUE

RWANDA. RACISME ET GÉNOCIDE. L'IDÉOLOGIE HAMITIQUE

Jean-Pierre Chrétien et Marcel Kabanda
Paris, Belin, 2013, 384 pages

« AU NOM DE LA FRANCE ». GUERRES SECRÈTES AU RWANDA

Benoît Collombat et David Servenay
Paris, La Découverte, 2014,
310 pages

ENGLEBERT DES COLLINES

Jean Hatzfeld
Paris, Gallimard, 2014, 112 pages

Trois ouvrages qui traitent du Rwanda, mais selon trois angles d'approche très différents et pourtant complémentaires.

Le livre de Jean-Pierre Chrétien et Marcel Kabanda est le plus austère. Il traite moins du génocide proprement dit – que les précédents écrits de ces deux auteurs ont déjà largement documenté – que de l'idéologie qui y a conduit. L'idéologie hamitique postule l'existence de deux races noires : d'un côté les « nègres » descendants de Cham, dont les Hutus font partie ; de l'autre des sémito-hamites, « faux nègres » qui, venus du Moyen-Orient, auraient migré au cœur de l'Afrique tout en y gardant des traits distinctifs, et auxquels appartiennent les Tutsis. Cette idéologie hamitique a eu la vie

dures puisque, forgée à l'époque coloniale, elle a été reprise à l'indépendance par les Rwandais. Chrétien et Kabanda dénoncent la persistance dans le temps de cette grille de lecture raciale.

L'enquête des deux journalistes David Collombat et David Servenay pointe du doigt la responsabilité de la France dans le génocide rwandais. Il est reproché à l'État français d'avoir, avant le génocide, soutenu le gouvernement Habyarimana. Prisonnier d'un « syndrome de Fachoda », qui le conduisit à tout mettre en œuvre pour combattre le Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagamé, Paris n'a pas su ou pas voulu anticiper la dérive raciste des ultras du *Hutu power*. Il lui est reproché, après le génocide, d'être intervenu à contretemps, l'opération Turquoise ayant eu pour effet non pas tant de stopper le génocide que d'offrir à ses auteurs une voie d'extraction vers le Zaïre voisin. La charge est connue. Elle ne contient pas de nouvelle révélation, et elle a souvent les défauts du procès à charge, mené sans nuance à coup de formules journalistiques, plus percutantes que pertinentes.

Englebert des collines est une œuvre mineure de Jean Hatzfeld. Ce grand reporter est l'auteur des *Récits des marais rwandais*, une trilogie d'ouvrages (réunie au Seuil en 2014) constituée de témoignages recueillis tant auprès des survivants que des auteurs du génocide. Une thèse de doctorat lui a été consacrée¹, qui souligne le succès public de ces trois ouvrages et l'originalité de leur forme, à mi-chemin du documentaire et de la littérature. Ce quatrième livre, qui se présente comme un « récit », reprend la formule des

1. A. Alvès, *La Fabrique du témoignage : la trilogie rwandaise du journaliste-écrivain Jean Hatzfeld*, Université de Lorraine, 2012.

précédents. Il a pour principal protagoniste Englebert Munyanbonwa, Tutsi rescapé du génocide dont l'éthylisme philosophe n'est pas sans rappeler les narrateurs de *Au-dessous du volcan* de Malcolm Lowry (1947) ou de *La Chute* d'Albert Camus (1956).

La publication de ces ouvrages coïncide peu ou prou avec la célébration du 20^e anniversaire du génocide. Leur lecture croisée en donne une image kaléidoscopique. Les plaies sont loin d'être refermées. Nombreux sont les Englebert qui ont survécu physiquement au génocide mais en portent les inguérissables stigmates psychologiques. Le débat sur la responsabilité de la France n'est toujours pas clos, malgré le rétablissement des relations diplomatiques en 2009. Le plus grave est sans doute ce que pointe le livre subtil de Chrétien et Kabanda : la persistance, 20 ans après, de schémas raciaux simplificateurs, au prisme desquels, par paresse intellectuelle voire par mystification – comme dans les ouvrages polémiques de Pierre Péan que les auteurs attaquent violemment –, le drame rwandais est résumé.

Yves Gounin

CARNETS ÉGYPTIENS

Asiem El Difraoui

Illustré par Ahmed Mansour

Paris, PUF, 2014, 284 pages

Quel avenir pour l'Égypte ? C'est la question à laquelle tente de répondre Asiem El Difraoui, auteur du très remarqué *Al-Qaida par l'image* (PUF, 2013).

Et pour parler d'avenir, il se plonge dans le passé. Le livre est présenté comme une série de portraits d'Égyptiens de différentes catégories sociales, vivant dans diverses régions du pays. Chaque

portrait est l'occasion de raconter une partie de l'histoire de l'Égypte : la création des Frères musulmans, Anouar el-Sadate, Gamal Abdel Nasser, Hosni Moubarak boudant la ville de Port-Saïd, mais aussi des événements contemporains, tels les affrontements ayant opposé les supporters des clubs de football d'Al-Alhy et de Port Saïd, ou les exactions commises par les autorités sur des manifestants pro-Morsi après le renversement du président élu par un coup d'État militaire .

Et Difraoui connaît son sujet. Tellement bien qu'il arrive à l'expliquer par des mots simples, accessibles à tous. Il renseigne son lecteur sur des pans entiers de l'histoire de l'Égypte sans se montrer jamais élitiste.

L'auteur se penche aussi sur l'armée – État dans l'État –, sur la police – aux ordres et qui n'a jamais vraiment regretté les exactions commises pendant l'ère Moubarak –, sur les classes sociales et leur omniprésence en Égypte – principal frein à la reconstruction du pays. Il regarde aussi d'un œil avisé la place Tahrir, les bâtiments qui l'entourent, ces immeubles et ces sièges d'administration qui correspondent chacun à une période de l'histoire du pays, à un chef de l'État. Il fait remarquer que Mohammed Morsi n'aura pas eu le temps de laisser sa trace autour de cette place, vivier de la révolte égyptienne qui a préludé à son accession au pouvoir.

Toutefois, ce livre, qui nous est présenté comme une série d'entretiens et de portraits d'Égyptiens d'aujourd'hui, peut sur ce plan décevoir. Certains chapitres, qui font la part belle à l'histoire du pays, nous laissent à peine entrevoir ces personnes. On aimerait que les discussions se prolongent, que ces moments d'échanges se poursuivent, que l'auteur

ne se serve pas d'eux pour seulement nous raconter ce qu'il sait de l'Égypte.

Le béotien trouvera dans l'ouvrage toutes les clés pour comprendre 2011 : l'ascension des Frères musulmans, les différences culturelles entre classes sociales et habitants des diverses régions. Mais celui qui souhaite en savoir un peu plus sur ces Égyptiens croisés par Difraoui, sur ces Égyptiens d'aujourd'hui, sera un peu déçu.

Quel avenir pour l'Égypte ? La lecture de ces *Carnets*, extrêmement bien documentés, bien écrits, ne nous l'apprend pas. À vouloir trop expliquer et fournir des clés pour une bonne compréhension de la situation actuelle, l'auteur en oublie parfois la question posée par ce livre, et qui aurait pu être : pourquoi cette Égypte, aujourd'hui ?

Julie Gommès

AMÉRIQUE

HARD CHOICES

Hillary Rodham Clinton
Londres, Simon & Schuster,
656 pages

Cet ouvrage a reçu un accueil particulièrement frais aux États-Unis. Le ton général des commentateurs et de la presse, toutes sensibilités confondues, était qu'il s'agissait là d'un outil de communication au service des ambitions de l'ancienne *first lady*. Les qualificatifs les plus fréquemment utilisés à l'égard du livre furent : lisse, ennuyeux, convenu, inodore et sans saveur. Critiques sans doute sévères, même si en partie pertinentes. Il n'en reste pas moins que ce volumineux ouvrage porte une analyse souvent

précise, accompagnée d'anecdotes parfois savoureuses, de la politique étrangère des États-Unis pendant le premier mandat du président Obama. Mais comme tout exercice de ce genre, il s'agit d'une défense et illustration de l'action de son auteur pendant ses quatre années au département d'État, avec la volonté de montrer qu'elle fut une femme d'influence, côtoyant les grands de ce monde, apte donc à devenir une présidente dans le monde dangereux qui est le nôtre.

D'emblée, l'auteur récuse toute faiblesse à l'égard du « déclinisme » américain et du pessimisme d'un Paul Kennedy doutant de la capacité des États-Unis à diriger le monde. Hillary Clinton affirme au contraire son optimisme et sa foi dans l'Amérique, dans la puissance de son armée comme de son économie, dans l'influence de sa diplomatie et de ses universités, comme dans sa « capacité de résilience et de réinvention » face aux défis du monde d'aujourd'hui. Elle constate aussi que « ses valeurs de liberté, d'égalité et d'opportunité continuent d'attirer les gens, de partout dans le monde ». Sans le dire, elle reprend à son compte le concept de « nation indispensable », chère à Madeleine Albright.

On suit donc Hillary Clinton dans ses déplacements et les crises qu'elle traverse. Les anecdotes sont nombreuses, les portraits souvent justes et rarement sévères. On lira avec intérêt son jugement sur Vladimir Poutine, qui semble s'intéresser plus à la protection des tigres de Sibérie qu'au *reset*. Elle raconte ses rencontres avec le président Sarkozy qui, « malgré son exubérance reste toujours un gentleman » (*sic*). Elle ne cache pas son admiration pour Angela Merkel, « le dirigeant le plus puissant d'Europe », et ménage Benjamin Netanyahu, « partenaire et ami ». Sa description exhaustive du suivi en

direct de l'action de l'opération spéciale contre Ben Laden, terré à Abbottabad au Pakistan, est intéressante même si elle n'apporte guère d'éléments nouveaux. Hillary Clinton n'hésite pas à aborder les sujets qui fâchent, et se pose en femme de dialogue et de conciliation sans cacher les limites de l'influence américaine. L'impression générale est que, pendant toute cette période, Washington fut plus spectateur qu'acteur. La partie sur le Moyen-Orient, et notamment le printemps arabe, en est particulièrement révélatrice.

La dernière partie – « Le futur que nous voulons » – ressemble à un programme de politique étrangère. Elle esquisse quelques orientations dans la ligne démocrate traditionnelle, assez vagues pour ne pas heurter : action en faveur de l'environnement dans la ligne du plan d'action Climat de 2013 du président Obama, promotion des droits de l'homme, développement d'une diplomatie numérique. Elle reste silencieuse sur les sujets plus sensibles : relations avec la Russie, avec la Chine, ou le Moyen-Orient. Voici un livre de circonstance qui est à la fois bilan personnel et contribution à une campagne présidentielle qui s'amorce.

Denis Bauchard

ASIE

THE RULING ELITE OF SINGAPORE. NETWORKS OF POWER AND INFLUENCE

Michael D. Barr

Londres, I.B. Tauris, 2014, 200 pages

Les ouvrages sur Singapour, en science politique, ne sont pas légion. Au terme d'un programme initié en 2009, Michael Barr décrypte l'élite au pouvoir dans un

livre qui s'inscrit dans la lignée de sa biographie acerbe de Lee Kuan Yew (New Asian Library, 2009), et de *Constructing Singapore* (NIAS Press, 2008). Là se trouvaient déjà des arguments clés, comme le passage d'une société multiculturelle à un ethno-nationalisme chinois, en plus de citations fortes témoignant du racisme de Lee.

D'après l'auteur, les réseaux mis en place refléteraient la volonté du père fondateur de l'île-État de veiller au renouvellement des élites tout en asseyant son autorité ainsi que celle de sa famille sur une méritocratie de façade. Cette thèse d'un projet délibéré s'inspire du modèle des affaires familiales chinoises, avec le patriarcat comme figure tutélaire. Barr présente les caractéristiques de ce système afin de l'inscrire dans la durée. Il distingue quatre périodes : celle des proches de Lee jusque dans les années 1970, puis l'hégémonie progressive de « LKY » dans les années 1980, avec la mise en place d'un processus rationalisant le renouvellement de la garde rapprochée, ensuite son relatif retrait jusqu'à la mise sur orbite du fils, chef de gouvernement depuis 2004 et idéologiquement émancipé après 2011.

Au fil des années retracées dans l'ouvrage, le lecteur voit évoluer le poids des connexions personnelles, des bourses scolaires ainsi que des liens familiaux – sans que soient abordés les cas des *think tanks* et des (nouveaux) médias. Six caractéristiques se dégagent : la prédominance des Chinois, la petite taille de l'île-État qui permet un contrôle impossible ailleurs, l'éducation élitiste anglophone, la place croissante de l'armée, des processus de sélection sophistiqués et le fort *leadership* de Lee. Enfin, un très – trop – court chapitre revient sur les élections de 2011, avant que la conclusion ne relativise – à juste titre – la possibilité d'un changement de régime. Au-delà de

la pérennité d'un mécanisme qui survit à son créateur, il aurait fallu signaler que la pensée même de Lee resurgit chez certains.

L'étude s'arrête en 2012. Or des démissions sont intervenues depuis, comme à la tête de la Temasek Holdings avec le départ de Suppiah Dhanabalan en 2013. Surtout, trois remaniements ont eu lieu depuis 2011, en plus d'élections partielles, grèves et émeutes. On aurait aussi aimé en savoir plus sur l'attitude des étoiles montantes, comme le ministre Chan Chun Sing. L'énigmatique cas du club de la Pyramide, voire le discret rôle du vice-Premier ministre Teo Chee Hean auprès du Premier ministre, ne sont pas non plus éclairés.

Le lecteur lira pourtant avec grand plaisir, entre autres récits passionnants, celui de l'assimilation réussie de Tharman Shanmugaratnam dans l'élite, après des tentations radicales. De plus, malgré la modeste taille de l'ouvrage, l'index, les notes détaillées, la méthodologie ainsi que l'état de l'art donnent du crédit au travail du *senior lecturer* australien, qui évite ainsi l'écueil de la généralisation. Il crée un stimulant désir de décryptage de la transition en cours. Comme dans l'Indonésie post-Suharto, l'heure a sonné pour de jeunes chercheurs de prendre le relais, ici parfaitement transmis par Barr.

Éric Frécon

FOLLOWING THE LEADER. RULING CHINA, FROM DENG XIAOPING TO XI JINPING

David M. Lampton
Berkeley, CA, University of California Press, 2014, 294 pages

Ce livre a pour ambition d'« humaniser » l'histoire contemporaine de la

Chine. Il tente de rendre compte des décisions prises collectivement et individuellement par les dirigeants chinois, du début du mandat de Deng Xiaoping à celui de Xi Jinping, dans toutes leurs complexités, de leurs formulations initiales à leur mise en place – parfois simples, plus souvent chaotiques.

L'auteur y parvient avec habileté en entrecoupant les analyses d'extraits d'entretiens avec des dirigeants, rappelant souvent à quel point les conséquences de certaines décisions n'avaient pas été anticipées tandis que d'autres n'ont été que le fruit de malentendus ou d'écarts de perceptions au sein du Parti communiste chinois (PCC). Depuis le début de l'ère de réforme et d'ouverture (1978) menée par un parti toujours plus pragmatique, les choix des dirigeants sont particulièrement difficiles et les paradoxes nombreux. « Mon travail consiste à gérer la contradiction » dira en 1982 un directeur du ministère de la Construction urbaine et rurale et de la Protection environnementale.

David Lampton parvient d'autant plus à humaniser son récit qu'il s'agit de celui de sa vie professionnelle tout entière, basé sur plus de 500 entretiens formels et informels conduits avec des dirigeants et cadres du PCC au cours de 40 années passées à analyser la vie politique chinoise et à comprendre les ambiguïtés des comportements humains et des processus de décision. Grâce à ce recul, *Following the Leader* offre un panorama clair des principales actions et orientations des dirigeants chinois, notamment celles de Deng – il sera utile aux étudiants et lecteurs de divers horizons intéressés par cette période en particulier.

L'annexe sur les méthodes employées pour conduire les entretiens (notamment le court passage « A Few Important Asides ») sera également intéressante pour les spécialistes de la Chine ou

d'autres pays au système politique proche, car elle offre des éléments de réflexion subtils sur le respect et la protection des personnes interrogées, sur l'importance de construire une relation de confiance et, plus généralement, de parvenir à se mettre à la place de l'autre dans un contexte politique et social souvent éloigné de celui d'où vient le chercheur.

On pourrait regretter que l'auteur, qui a achevé la rédaction du livre en février 2013, n'ait pas anticipé l'érosion de la direction collective actuellement en cours sous Xi ; mais il n'est pas le seul spécialiste de la Chine à avoir été surpris par la rapidité avec laquelle le nouveau dirigeant a engagé la consolidation de son pouvoir, et mis en œuvre la vaste campagne anticorruption lancée au lendemain de son accession à la présidence en mars 2013. Ce manque rappelle à quel point la personnalité du dirigeant détermine le style et l'orientation des réformes, même dans un système politique et institutionnel tel que celui de la Chine, où tout est fait pour assurer la continuité d'un président à l'autre.

Alice Ekman

EUROPE

PENSER L'EUROPE PAR LE DROIT. L'INVENTION DU DROIT COMMUNAUTAIRE EN FRANCE

Julie Bailleux

Paris, Dalloz, 2014, 484 pages

Ce livre, issu d'un doctorat de science politique à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, comptera – si ce n'est déjà le cas – parmi les ouvrages à lire et à approfondir pour qui entend penser la construction européenne. Et ce bien

au-delà des clivages disciplinaires : cette thèse sera d'une lecture féconde pour les juristes et les historiens ; et ce n'est pas le moindre des mérites de l'auteur que d'avoir franchi – et de nous inviter à la suivre – des frontières si souvent jalousement gardées. Ainsi, ces trois disciplines ont reconnu son travail, et, maître de conférences en droit public, Julie Bailleux joint ses réflexions à celles de l'équipe du Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques (CERSA) de l'université Panthéon-Assas Paris-2.

Dans un style limpide et précis, adossé à des recherches inestimables sur archives étayées par une analyse critique particulièrement fine, l'auteur décortique la fabrique du discours juridique de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) puis de la Communauté économique européenne (CEE). Elle oblige ainsi à repenser un dogme fondateur : l'Europe s'est construite par le droit. Elle démontre que la chose n'était pas conçue ainsi à l'origine. Le recours au droit, et la constitution d'une nouvelle branche du droit, se sont opérés « de manière un peu fortuite », *ex post* à partir de la pratique de la Haute Autorité. Voilà qui a de quoi ébranler quelques idées anciennes !

Mais la démonstration est implacable. Pour la comprendre, il faut revenir à la cause de cette construction empirique : il s'agit d'élaborer « une théorie juridique *ad hoc* de l'intégration », de forger un discours synthétique et articulé de légitimation de la supranationalité. L'objectif ne surprend guère et résonne encore aujourd'hui. Et pour l'atteindre, il a fallu constituer la « cible » adéquate, celle qui serait réceptive à ce discours et en mesure de le relayer au mieux, sous-entendu en conformité avec les aspirations de ses auteurs. C'est pour ce faire que les juristes sont entrés en jeu, sollicités par la Haute Autorité puis la Commission,

puisque le recours aux journalistes fut infructueux. Ce sont alors leurs liens avec ces institutions qui sont exposés et surtout les rapports d'intérêts mutuels qui les fondent – pourquoi tel ou tel universitaire ou avocat décide, ou non, en considération de ses propres convictions et perspectives, d'être ce relais ?

Cet ouvrage démontre aussi ce que la construction européenne doit aux destinées personnelles. La chose est certes connue. Mais si l'on songe à Konrad Adenauer, Winston Churchill, Jean Monnet, Robert Schuman, Paul-Henri Spaak et Altiero Spinelli, un artisan de cette fabrique du droit communautaire reste souvent dans l'ombre : Michel Gaudet, dont le rôle est pleinement exposé ici.

L'ouvrage est incontestablement bienvenu : non seulement la réflexion sur la légitimation de l'Union n'est pas achevée, mais sa lecture incitera les jeunes penseurs de la construction européenne à revenir à des ouvrages quelque peu oubliés mais dont l'utilité, aujourd'hui encore, est bien éclairée par l'auteur – comme par exemple les *Actes officiels du Congrès international d'études de la CECA* (Giuffrè, 1957), ou encore *Le Droit des Communautés européennes* (Larcier, 1969).

Valérie Michel

L'ÉCOSSE ET LA TENTATION DE L'INDÉPENDANCE. LE RÉFÉRENDUM D'AUTODÉTERMINATION DE 2014

Edwige Camp-Pietrain
Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2014,
218 pages

Le 18 septembre 2014, les Écossais ont refusé à 55,3 % d'engager un processus qui aurait pu leur permettre d'accéder

à l'indépendance dans les deux ans. En 2013, Keith Dixon avait pronostiqué ce résultat ici-même¹. Edwige Camp-Pietrain scrute l'évolution de l'Écosse depuis plus de 20 ans et résume en 200 pages très denses les enjeux du référendum : une synthèse pédagogique et équilibrée aussi stimulante à lire après le 18 septembre qu'avant.

La première partie de l'ouvrage est chronologique. La marche vers l'indépendance – ou plutôt à la restauration d'une indépendance perdue en 1707 avec le traité d'Union – est en effet un processus de long terme. Mécontents de la dévolution administrative – on parlerait en français de déconcentration –, les Écossais ont embrassé avec enthousiasme la dévolution législative – qui correspondrait à notre décentralisation – qui leur a été offerte par Tony Blair. Un parlement régional a été mis en place, à Holyrood, un quartier d'Édimbourg, afin de gérer un certain nombre de compétences transférées. Dans l'esprit des travaillistes, la dévolution devait répondre aux aspirations indépendantistes des Écossais. Mais le Scottish National Party (SNP), malgré un mode de scrutin qui lui était défavorable, a réussi à remporter en 2011 la majorité des sièges aux élections régionales. Emmené par un leader charismatique, Axel Salmond, il a obtenu de Londres en octobre 2012 le droit d'organiser un référendum qui, si le oui l'avait emporté, aurait pu conduire l'Écosse à l'indépendance sous 18 mois.

Dans la seconde partie de son livre, l'auteur examine les enjeux de la campagne, dans les domaines institutionnels, économiques ou de politique

étrangère. Les nationalistes de *Yes Scotland* ont mené une campagne placée sous le sceau de l'optimisme, pariant sur la manne pétrolière pour baisser la pression fiscale sur les entreprises afin d'attirer les investissements – sur le modèle de l'Irlande, pourtant mis à mal par la crise de 2008 –, et pour protéger les acquis sociaux. En politique étrangère, *Yes Scotland* a défendu une ligne plus européenne et plus pacifiste que celle défendue par Londres, même si le projet initial de sortie de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) a été finalement abandonné. *Better Together*, coalition hétéroclite des trois partis « unionistes » (travaillistes, conservateurs et libéraux-démocrates) a mené une campagne réactive, insistant sur les dangers de l'indépendance – au point d'être caricaturée par les nationalistes sous le sobriquet *Project Fear*. En matière économique, les unionistes ont mis en cause la *Salmonomics*, ce « néolibéralisme avec un cœur » qui, en réduisant les recettes et en augmentant les dépenses, aurait tôt fait de creuser les déficits. En politique étrangère, ils ont brandi le spectre d'une Écosse indépendante mais isolée, rejetée aux marges de l'Union européenne – la réadmission automatique de l'Écosse dans l'Union n'étant rien moins que certaine –, membre d'un « arc de prospérité » nordique transformé depuis 2008 en « arc de faillite ».

Cette stratégie a payé. Les Écossais, plus patriotes que nationalistes, n'ont pas osé franchir le Rubicon. Pour autant, le non du 18 septembre ne sonne pas le glas des espoirs indépendantistes. La dévolution législative porte en elle la demande toujours renouvelée de pouvoirs accrus. Qu'elle soit sanctionnée juridiquement ou acquise *de facto*, l'indépendance semble

1. « Le pari risqué des nationalistes écossais : l'indépendance ou rien ? », *Politique étrangère*, vol. 78, n° 4, hiver 2013-2014.

constituer un avenir probable, sinon certain, pour l'Écosse.

Yves Gounin

BRITAIN AND THE EUROPEAN UNION

Andrew Geddes

Basingstoke, Palgrave Macmillan,
2013, 288 pages

Britain and the European Union est la nouvelle édition d'un ouvrage paru en 2003. Le titre a changé, mais l'approche reste la même : couvrir les différents aspects de la participation du Royaume-Uni à l'Union européenne (UE). Andrew Geddes propose donc d'analyser comment cette dernière affecte les processus de décision outre-Manche, comment Londres a essayé et essaie de s'imposer sur certains dossiers, ou à l'inverse comment il tente de résister... Le livre repose sur l'idée selon laquelle le Royaume-Uni a opté pour un engagement conditionnel et différentiel dans l'UE. Manière sophistiquée d'expliquer qu'il n'a jamais perçu sa participation à l'Union comme un choix politique. Rappelons en effet que les motivations principales étaient alors de nature économique.

L'ouvrage se décompose en deux grands temps : les chapitres étudiant le Royaume-Uni au sein de l'UE et ceux consacrés à l'UE au sein du Royaume-Uni. Une des clés de lecture principales de Geddes est que les singularités géographiques, historiques et identitaires britanniques ne peuvent expliquer à elles seules l'attitude de Londres dans l'Union, et qu'elles doivent être interprétées à la lumière du système politique du Royaume-Uni et des grandes idées qui ont animé sa société depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'Europe n'est qu'une des composantes d'une politique britannique

traditionnellement ouverte sur le monde. La création du marché intérieur est un bon exemple de cette tension qui marque les relations du Royaume-Uni et de l'UE. En effet, les Britanniques ont largement soutenu la création de cette dernière ; mais tandis qu'ils voyaient le marché intérieur comme une fin en soi, l'Allemagne et la France savaient que ce n'était là qu'une étape vers davantage d'intégration, en vue d'une union économique et monétaire.

Britain and the European Union est un bon ouvrage synthétique, qui survole de nombreuses questions. Toutefois, il souffre de quatre écueils. Tout d'abord, son contenu n'est pas assez original pour le distinguer d'autres ouvrages parus ces dernières années sur le sujet. Il était opportun en 2003, mais ne se distingue plus aujourd'hui. Deuxièmement, le choix d'une approche didactique affaiblit le propos. Dans les chapitres sur les évolutions de l'UE et de ses différentes politiques, l'auteur en rappelle les grandes lignes et leur développement avant de consacrer une petite partie à leur impact pour les Britanniques. Comme Geddes ne va pas suffisamment dans le détail du rôle, ou de l'absence de rôle, de Londres dans les négociations, certains passages paraissent superficiels, et le lien avec l'ouvrage trop ténu. De manière concomitante, le livre reste trop général et il lui manque des analyses sur les relations entre Londres et d'autres États membres, et sur la manière dont ceux-ci perçoivent le rôle joué par le Royaume-Uni dans les négociations européennes, ainsi que sur le poids du secteur privé dans les positions britanniques. Enfin, et c'est l'écueil le plus important : l'ouvrage s'arrête en 2012 – en raison de sa date de publication – et laisse donc de côté tout ce qui s'est passé depuis.

Vivien Pertusot

L'EUROPE EST MORTE À PRISTINA. GUERRE DU KOSOVO, PRINTEMPS-ÉTÉ 1999

Jacques Hogard

Paris, Hugo Doc, 2014, 128 pages

Jacques Hogard, colonel de parachutistes à la Légion étrangère, a fait deux missions dans les Balkans en 1999. L'une en Macédoine pour préparer l'intervention des troupes de la Kosovo Force (KFOR) mise sur pied par l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). L'autre au Kosovo avec cette même KFOR. Il quitte les Balkans fin juin 1999. Son livre décrit cette expérience, et notamment les actions qu'il a menées pour protéger des lieux de culte orthodoxe. C'est aussi un exposé de ses vues sur l'action internationale au Kosovo.

La thèse de l'auteur est la suivante. L'Union européenne (UE), à la remorque des États-Unis, a eu tort d'intervenir au Kosovo, car elle a coupé la Serbie du territoire qui est son berceau historique et où se trouvent ses principaux sanctuaires. La France, en se joignant à cette entreprise, a trahi l'amitié séculaire qui la liait à Belgrade. De plus, elle a commis une faute en reconnaissant en 2008 le nouvel État du Kosovo qui, selon Hogard, est « une farce ». Il exprime son « indignation immense devant l'abandon des chrétiens du Kosovo par un Occident devenu faible et lâche ». Il « a de l'estime pour la plupart des Serbes, hommes de parole, rigoureux, fiables dans l'exécution, respectueux de la parole donnée » ; et n'a, en revanche, que « peu d'estime pour les albanophones, menteurs, tricheurs, combinards, sournois et fourbes »...

Dans les Balkans compliqués, le colonel Hogard est arrivé, et reparti, avec des idées simples. La réalité est quelque peu différente. Le Kosovo, pour violent qu'il

soit, n'est pas un western, avec d'un côté les bons et de l'autre les méchants. Si l'auteur, au lieu de reprendre la doxa serbe, avait eu moins de certitudes et plus d'interrogations, il aurait pu se demander pourquoi la situation s'est dégradée après la mort de Tito alors que pendant des siècles Serbes et Albanais avaient coexisté dans une paix relative ? Au lieu de pratiquer, comme Slobodan Milosevic, une politique d'éviction des albanophones de la fonction publique, de l'enseignement et de la médecine, destinée à leur faire quitter le Kosovo, une autre politique plus acceptable par toutes les communautés aurait-elle pu être menée ?

L'auteur a raison de dénoncer les crimes de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), crimes odieux dont les Serbes ont été les principales victimes, simplement à cause de leur ethnicité – et crimes pour la plupart restés, hélas, impunis. Mais il oublie que les albanophones n'ont pas le monopole de la violence, et que les Serbes se sont aussi rendus coupables d'exactions, voire de crimes de guerre, au Kosovo et ailleurs. Srebrenica en Bosnie est dans toutes les mémoires. Il est vrai que l'État indépendant du Kosovo peut difficilement être qualifié de réussite, et Hogard a également raison de dénoncer la corruption et le rôle des clans au Kosovo. Mais la situation est-elle fondamentalement différente en Macédoine, en Bulgarie ou en Serbie ?

Contrairement au titre du livre, l'Europe n'est pas morte à Pristina. Même si parmi ses 28 États membres, cinq n'ont pas reconnu l'indépendance du Kosovo, l'UE a aidé ce dernier à moderniser ses infrastructures et à former une nouvelle administration, grâce à la mission d'« état de droit » sur le terrain (EULEX) qui a succédé en 2008 à la Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo (MINUK).

En dépit de ses partis pris, le livre du colonel Hogard est intéressant, car représentatif de ce que pensent de nombreux Français qui, connaissant peu les Balkans, fondent leur opinion sur les souvenirs historiques d'une amitié franco-serbe qui s'est surtout manifestée avant et pendant la Première Guerre mondiale.

Jean-Christian Cady

LA DÉSINTÉGRATION DE LA YUGOSLAVIE ET L'ÉMERGENCE DE SEPT ÉTATS SUCESSEURS

Renéo Lukic

Paris, Éditions Hermann, 2014,
692 pages

Résultat d'un travail de recherche considérable, brassant une importante bibliographie de plusieurs centaines de livres, revues, mémoires, articles de journaux, mais également de sources primaires (interviews, comptes rendus d'audiences du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, etc.), cet ouvrage est une réédition augmentée et complétée de *L'Agonie yougoslave* (Presses de l'université de Laval, 2003). Il prend en compte les événements survenus depuis et analyse l'évolution des États issus de la désintégration yougoslave.

Ce livre reste aujourd'hui un des plus complets, sinon des plus objectifs, écrits en langue française sur les guerres balkaniques de la fin du xx^e siècle, leurs origines et leurs conséquences.

Dans la première partie, une étude de l'émergence de l'État-nation en Europe, suivie d'une comparaison originale entre les fédérations multinationales de l'Est européen (Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Union des républiques socialistes soviétiques),

s'efforce d'éclairer les sources historiques de ces conflits et de montrer en quoi la désintégration de la Yougoslavie se distingue de celle des autres fédérations. Plus classique, la deuxième partie, qui est aussi la plus importante, décrit les guerres yougoslaves proprement dites, avec de surcroît un éclairage particulier sur le rôle des États-Unis, pointant les nuances entre les administrations des quatre présidents successifs depuis le début des conflits. Enfin, la troisième partie traite de l'après-guerre : elle décrit la disparition, avec l'indépendance du Monténégro, de la « petite Yougoslavie » créée sous Slobodan Milosevic, et l'évolution politique de la Serbie, de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine, ainsi que les relations entre ces nouveaux États. Le cas particulier du Kosovo, avant et après la déclaration d'indépendance de 2008, est pour sa part traité dans un chapitre spécifique de la deuxième partie.

Malheureusement, cet ouvrage – comme déjà sa version antérieure – reste fortement marqué par le parti pris de l'auteur : Renéo Lukic fait porter à Milosevic et au nationalisme serbe la responsabilité exclusive de la désintégration de la Yougoslavie, et affirme qu'il n'y a pas eu sur le territoire yougoslave de guerres civiles mais seulement des guerres d'agression. Ce postulat conduit naturellement l'auteur à sous-évaluer les responsabilités des autres nationalismes dans le déclenchement et la prolongation des conflits, et à juger de façon caricaturale le comportement des acteurs non américains. Convoqués au tribunal de l'histoire, François Mitterrand, Carl Bildt, Hubert Védrine, David Owen et bien d'autres sont ainsi taxés de serbophilie et accusés d'avoir contribué à prolonger la guerre en Bosnie-Herzégovine.

Mais c'est probablement sur le conflit au Kosovo que l'ouvrage est le plus

critiquable : il sous-évalue largement la force et la permanence historique du nationalisme albanais ainsi que la violence du terrorisme de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), y compris contre sa propre population. Le récit y perd gravement en objectivité, notamment dans la période précédant les bombardements de la République fédérale de Yougoslavie (RFY), à propos de laquelle l'auteur multiplie les inexactitudes faute d'avoir vérifié et croisé ses sources.

Estompant dans ses appréciations personnelles et ses conclusions l'impression plutôt favorable laissée par le reste de l'ouvrage, Lukic laissera sur sa faim le lecteur intéressé par une réflexion novatrice sur cette histoire, débarrassée des préjugés qui l'ont trop longtemps obscurcie.

Gabriel Keller

MOYEN-ORIENT

LA JORDANIE CONTESTATAIRE. MILITANTS ISLAMISTES, NATIONALISTES ET COMMUNISTES

Pénélope Larzillière
Arles, Sindbad-Actes Sud, 2013,
242 pages

Les ouvrages en langue française sur la Jordanie sont rares : celui-ci apporte sur le pays, sa société et sa vie politique une analyse intéressante et originale qui mérite d'être relevée. Pénélope Larzillière est partie d'une enquête de terrain de plusieurs années au cours desquelles elle a pu recueillir les témoignages de nombreux militants de sensibilités différentes : nationalistes, communistes, islamistes. L'exploitation

de ces entretiens lui a permis de reconstituer les trajectoires de ces militants, et de reconstituer la façon dont la « monarchie constitutionnelle » a géré, en combinant « ouverture et répression », la vie politique du royaume qui reste un îlot de stabilité au Moyen-Orient.

Le livre replace ces témoignages dans le contexte de l'histoire du pays depuis ses origines : création du mandataire britannique, la Jordanie a acquis une identité propre. Comme le mentionne l'auteur, « une identité spécifique jordanienne a été créée à partir de rien et c'est l'un des grands succès de la monarchie hachémite ». Les différentes trajectoires suivies par les militants que Larzillière a interrogés présentent des points communs. Le premier engagement politique intervient parfois dès le lycée, mais le plus souvent à l'université. Il est fondé sur un sentiment d'injustice, ou une réaction contre la pauvreté. La question palestinienne est naturellement un motif d'engagement pour les Jordaniens d'origine palestinienne. Cette imprégnation politique se fait avec l'aide d'un « passeur », qui peut être un enseignant, un militant ou un responsable associatif. La tendance naturelle est d'adhérer au courant dominant dans l'université. L'influence des Frères musulmans est à cet égard efficacement relayée par leurs activités associatives et leur souci de proposer des services aux étudiants. Elle est d'autant plus forte que le pouvoir les ménage, tandis que les nationalistes et les communistes sont davantage surveillés et poursuivis. La contestation politique étant particulièrement sous surveillance, le militantisme passe le plus souvent par ces « arènes » que constituent les syndicats ou les associations qui essaient de promouvoir les droits de l'homme ou la démocratie.

Le paysage politique évolue, même si le printemps arabe n'a eu qu'un impact

limité en Jordanie et n'a pas déstabilisé le régime. Certes, des réformes sont intervenues – souvent cosmétiques –, mais le régime est encore loin d'être une véritable monarchie constitutionnelle. Quant à l'influence des Frères musulmans, elle est plutôt en recul. Un déclin qui profite aux salafistes, lesquels rencontrent beaucoup de sympathie auprès des jeunes. Chez les Transjordaniens, les anciens militaires développent également une contestation placée sous le signe de la dénonciation de la corruption. Grâce à son « autoritarisme libéral », le roi Abdallah semble conserver d'autant mieux le contrôle de la situation que la Confrérie se trouve, depuis la chute du président égyptien Morsi, dans une situation défensive. Mais elle reste la seule force ayant un projet politique clairement identifiable. Hors d'elle, « peu de visions politiques claires émergent [...] face aux attentes des révoltes arabes ». Cette réflexion dépasse le cadre jordanien et pourrait s'appliquer à d'autres pays arabes où les révoltes n'ont pu se concrétiser en projet politique précis.

Denis Bauchard

ISRAEL AND THE COLD WAR. DIPLOMACY, STRATEGY AND THE POLICY OF THE PERIPHERY AT THE UNITED NATIONS

Howard A. Patten
Basingstoke, Palgrave Macmillan,
2013, 288 pages

ISRAEL'S CLANDESTINE DIPLOMACIES

Sous la direction de Clive Jones et
Tore T. Petersen
Oxford, Oxford University Press,
2013, 320 pages

Deux ouvrages sortis quasi simultanément offrent un éclairage sur un pan

méconnu de la politique étrangère israélienne : la coopération militaire, parfois discrète, souvent clandestine, que l'État hébreu a développée depuis sa naissance avec tout un ensemble de pays qui *a priori* ne paraissent pas être des alliés naturels : l'Éthiopie, le Soudan, l'Iran, la Jordanie, etc.

Israel and the Cold War se fonde sur une thèse de doctorat consacrée à la politique israélienne de la « périphérie » au sein de l'Organisation des Nations unies (ONU). La doctrine dite de la périphérie émerge dans le langage diplomatique israélien au cours des années 1950 et énonce le principe selon lequel Israël doit s'allier avec les pays non arabes du Moyen-Orient qui peuvent lui permettre de sortir de son isolement régional et d'affaiblir le camp panarabe emmené par l'Égyptien Gamal Abdel Nasser. Autrement dit, l'ennemi de mon ennemi est mon ami. Si le projet initial ciblait de nombreux pays, seuls trois construisirent une relation approfondie avec Israël : l'Éthiopie, l'Iran et la Turquie.

Howard Patten propose d'éclairer ces relations pragmatiques – et teintées d'ambiguïté – en étudiant les répercussions de la stratégie israélienne sur les positions tenues par ces trois pays à l'Assemblée générale des Nations unies. Les résultats de son investigation sont particulièrement intéressants. Si ces trois États ont pu soutenir – souvent à demi-mot – Israël dans les instances de l'ONU, ils n'ont jamais véritablement affiché leur solidarité à l'égard de l'État hébreu, souvent de peur d'éveiller l'hostilité des pays arabes. L'ouvrage montre précisément comment les crises régionales fragilisent à chaque fois l'entreprise israélienne de construction d'une alliance de la périphérie. Qu'il s'agisse de la

crise de Suez en 1956 ou de la guerre de 1967, les dirigeants turcs, iraniens et éthiopiens prennent à chaque fois leurs distances avec Israël. En outre, le caractère secret de la majeure partie des projets de coopération facilite ces revirements.

Cette problématique du secret est au cœur du second livre, *Israel's Clandestine Diplomacies*. Il rassemble treize contributions sur des études de cas originales et passionnantes : outre un rappel sur les partenaires turcs et iraniens, sont étudiées les relations entretenues par Israël avec des pays tels que l'Ouganda, l'Allemagne de l'Ouest ou encore le Soudan. Ici aussi, l'historiographie révèle la fragilité des liens tissés par les gouvernements israéliens. Les changements de régime ou les pressions arabes sont souvent des facteurs de remise en cause et de suspension des partenariats. Dans son analyse des relations turco-israéliennes entre 1957 et 1960, Noa Schonmann parle d'un « syndrome de la maîtresse » pour caractériser leur ambivalence. Cette métaphore de la relation extraconjugale a souvent été reprise par des officiels israéliens ou américains pour expliquer les oscillations de la politique d'Ankara à l'égard de l'État hébreu.

De ces deux sommes précieuses ressort un constat mitigé. Israël a bien conduit depuis sa fondation une vaste entreprise diplomatique dans sa périphérie pour contrer l'isolement auquel le monde arabe le condamne. Mais le caractère clandestin de ces initiatives n'a jamais permis de les formaliser ni de les pérenniser si bien qu'elles restèrent toujours, et pour certaines sont encore, dépendantes des aléas géopolitiques de la région.

Jean-Loup Samaan

SECTARIAN POLITICS IN THE GULF. FROM THE IRAQ WAR TO THE ARAB UPRISINGS

Frederic M. Wehrey

New York, NY, Columbia University Press, 2014, 328 pages

Au travers de trois études de cas (Arabie Saoudite, Koweït et Bahreïn), cet ouvrage retrace la genèse et le développement du conflit entre sunnites et chiïtes dans le golfe Persique.

Le point de départ pourrait être résumé ainsi : comment trois régimes arabes ayant fait de l'Iran des ayatollahs une menace existentielle négocient-ils le contrat social avec leurs propres populations chiïtes – en particulier la monarchie bahreïnienne où ces dernières sont majoritaires ? Si le livre explore plus particulièrement la période depuis 2003 – soit l'invasion américaine de l'Irak et la chute du régime de Saddam Hussein –, un des premiers chapitres revient sur un épisode clé dans la construction des identités conflictuelles entre sunnites et chiïtes : la révolution iranienne de 1979. Celle-ci constitue pour Frederic Wehrey le « prisme à travers lequel les chocs extérieurs de la guerre d'Irak et même les soulèvements arabes de 2011 sont filtrés ». L'auteur exploite discours officiels et presse locale pour montrer comment les turbulences régionales sont perçues et réinterprétées, qu'il s'agisse de l'avènement de Nouri Al-Maliki en Irak, du conflit de 2006 entre Israël et le Hezbollah ou encore de la guerre civile syrienne.

Puis Wehrey montre comment le jeu politique dans chacun des trois pays est à la fois la cause et la conséquence des rivalités régionales. Le chapitre sur Bahreïn est particulièrement instructif pour saisir la crise entre dirigeants et population chiïte depuis 2011. « La

montée en puissance de l'Iran créa une nouvelle dynamique dans les rapports de force internes : pour les soutiens du régime, Téhéran devenait un épouvantail utile pour discréditer les opposants chiites et en faire des marionnettes contrôlées par l'Iran. Pour les représentants chiites, l'Iran constituait un levier contre le régime : si les réformes étaient stoppées, ils menaçaient de se tourner vers Téhéran. » Effet pervers de ces tactiques : un renforcement des crispations saoudiennes quant à toute démarche de libéralisation du régime bahreïni et *in fine* un affrontement avec les opposants.

Dans le chapitre suivant, l'auteur souligne la spirale du conflit sectaire en Arabie Saoudite : alors que les représentants chiites dans le royaume saoudien prennent soin de prendre leurs distances vis-à-vis de l'Iran, l'establishment salafiste ne cesse de les stigmatiser comme « agents de Téhéran ». Le résultat est une radicalisation des

jeunes générations chiites et la montée en puissance du clerc Nimr Al-Nimr, arrêté en 2012.

Enfin, le cas du Koweït est tout aussi intéressant : plus ouvert que les deux autres régimes, l'émirat koweïtien accorde *via* ses institutions et ses médias une place importante à sa minorité chiite. Or, comme le montre Wehrey, le résultat de cette ouverture est problématique, tant elle semble avoir exacerbé les extrémismes des deux côtés, chiite et salafiste.

Au final, l'analyse développée dans cet ouvrage s'avère remarquable, non seulement parce qu'elle restitue précisément les tensions et contradictions des trois pays, mais aussi parce qu'elle est le produit d'une recherche sur un terrain souvent difficile d'accès. C'est donc une lecture précieuse pour toute personne soucieuse de mieux saisir les ramifications du conflit entre sunnites et chiïtes.

Jean-Loup Samaan